

INFORMATION EAUX

CAHIER
DÉTACHABLE
RÉFÉRENCES
SCIENTIFIQUES
ET JURIDIQUES

MEGÈVE :

Colloque International "L'Eau en Montagne"
5 - 6 septembre 2002

www.oieau.org

1 million de visiteurs depuis 12 mois

IFEN :

L'environnement en France

"BREF"

Une initiative européenne pour réduire les pollutions

La France prépare Johannesburg

e-phy :

Le catalogue des pesticides autorisés

HYDROQUEBEC :

En harmonie avec la nature

Pollutec²⁰⁰²
industrie & collectivités

Lyon - 26 au 29 novembre



Office
International
de l'Eau



Thonon-Les-Bains
25-26 novembre 2002



Assemblée du Réseau
des Organismes de Bassin
Transfrontaliers



SOMMAIRE

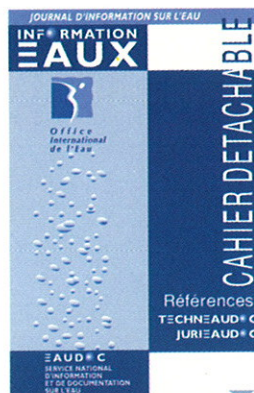
Revue mensuelle - 11 numéros/an

Directeur de la publication : C. RUNEL
Coordination : C. JUERY
Rédacteur en Chef : D. DELAGE
Conseiller à la Rédaction : J.A. FABY
Maquette : N. CHAILLOU / F. RANSONNETTE
Abonnements : N. CHAILLOU

Abonnement 1 an
France : 411,46 Euro TTC
Etranger : 341,10 Euro

Office International de l'Eau
Service National d'Information
et de Documentation sur l'Eau
15, rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. : +33 (0) 5 55 11 47 47
Fax : +33 (0) 5 55 11 47 48
E-Mail : snide@oieau.fr

Numéro Paritaire AD 234
ISSN 0012-9003 - 48^{ème} année



Cahier Détachable

Documents sélectionnés et analysés
Références récentes de JURIEAUDOC

Nouvelles des Agences de l'Eau

- Adour-Garonne 2
- Artois-Picardie 3
- Loire-Bretagne 4
- Rhin-Meuse 5
- Rhône-Méditerranée-Corse 5
- Seine-Normandie 6

Actualités

- Françaises 7
- Vie des Sociétés 15
- Autour du Monde 17
- Librairie 20
- Lu dans la Presse 22
- RIOB 24

Nouvelles de l'Office International de l'Eau 26

1.000.000
de visiteurs
depuis
12 mois !

Visitez aussi notre site internet :
<http://www.oieau.org>

Agenda 28 des Evénements

EN AVANT.....



ifen

L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE EN 2002

L'environnement en France, édition 2002, dresse en trente chapitres la synthèse des informations factuelles, des analyses et des perspectives que l'Institut Français de l'Environnement a pour mission de produire et de mettre à la disposition de tous.

Enrichi par rapport à l'édition précédente, cet ouvrage couvre l'ensemble des problématiques environnementales en trois grandes parties :

- **l'état des milieux et des territoires :** eaux continentales et marines, air, sol, aménagement du territoire, patrimoine naturel, zones humides, littoral, montagne, environnement urbain ;
- **les pressions exercées sur l'environnement :** émissions, déchets, risques chimiques, OGM, bruit, risques naturels et technologiques, agriculture, pêche et cultures marines, usages de la forêt, énergie, industrie, construction, transports, tourisme et loisirs ;
- **les réponses des acteurs :** société, professionnels, collectivités locales, Etat et action internationale.

Chaque thème, traité en une vingtaine de pages dont les textes sont enrichis de nombreuses illustrations, constitue une contribution originale permettant à chacun de mieux comprendre la situation, son évolution, les mesures prises, les enjeux et les impacts.

Une base des données essentielles reprenant les principaux tableaux et graphiques est parallèlement mise en ligne sur le site de l'Ifen www.ifen.fr. L'actualisation des données chiffrées permettra ainsi d'enrichir en permanence les analyses de cet ouvrage et la réflexion qu'elles suscitent.



Cet ouvrage collectif, fruit de nombreuses contributions des meilleurs experts, est une somme que ce soit en terme de collecte, de traitement géographique et statistique des données ou en matière de méthode, d'indicateurs et de synthèses.

IFEN

61, boulevard Alexandre Martin
45058 Orléans Cedex 1
Tél. : 02 38 79 78 78 - Fax : 02 38 79 78 70
ifen@ifen.fr
www.ifen.fr

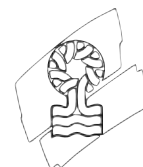
Nouvelles
des Agences de l'Eau

Actualités

Nouvelles de l'Office
International de l'Eau

Agenda des
Événements

ADOUR-GARONNE



LES ALCYONS D'ADOUR-GARONNE

10 TROPHÉES ET 4 COUPS DE CŒUR

RÉCOMPENSENT DES ACTIONS EXEMPLAIRES DANS LE DOMAINE DE L'EAU

Le jury des trophées organisés par l'Agence de l'Eau s'est réuni récemment sous la présidence de **Sylvain AUGIER**, journaliste et animateur d'émissions audiovisuelles, engagé en faveur des nobles causes de la défense de l'environnement et attaché aux territoires du grand Midi Atlantique, afin d'examiner les divers dossiers de candidature.

Ces trophées récompensent les initiatives remarquables ou innovantes dans le domaine de la gestion, de la protection ou de l'aménagement des ressources en eau du Bassin Adour-Garonne.

Le jury, comprenant une douzaine de personnes représentant les usagers de l'eau, les institutions et les collectivités, a sélectionné, à la suite de discussions parfois passionnées, des dossiers exemplaires. Les débats ont permis de mesurer l'ampleur et la diversité des initiatives prises par les acteurs de la politique de l'eau. Les 14 lauréats se sont vus remettre un trophée, œuvre originale spécialement créée par les cristalleries de Daum et un diplôme reconnaissant l'exemplarité ou l'originalité de leur action, le 24 juin au Palais des Congrès d'Arcachon.



Les dix trophées montrent une grande diversité des projets :

- **Agriculture** : deux trophées, avec l' E.A.R.L KER en Rochelle (Sainte-Marie) pour l'obtention de la certification ISO 14001 pour un éleveur de porcs, et l'Association Départementale pour l'Aménagement des Exploitations Agricoles de l'Aveyron pour une opération locale de protection des tourbières et zones humides de l'Aubrac et du Lévezou.
- **Eau potable - assainissement** : un trophée "eau potable" décerné au Conseil Général de l'Ariège pour la mise en place d'une démarche d'assistance pour la mise en conformité des captages d'eau potable dans ce département et un trophée "assainissement" à la Commune de Bidart pour la protection de la plage de l'Ouhabia, grâce à une démarche globale sur le bassin versant afin de résorber tous les problèmes contribuant au déclassement régulier de la plage.
- **Industrie** : le trophée a été décerné au Comité inter-consulaire de Charente-Maritime pour l'organisation interprofessionnelle de la collecte des déchets toxiques diffus des artisans et PME.

- **Milieu naturel et rivière** : dans ce domaine où les projets ont été très nombreux, le jury a retenu deux dossiers, celui présenté par la Commune d'Aire sur l'Adour pour la restauration et la valorisation de saligues en bordure de l'Adour ; le maintien de la zone inondable et de l'espace de divagation et la sensibilisation de la population locale à la gestion et à la protection de milieux remarquables, ainsi que celui de l'association de pêche "La Gaule Auroise" pour la réhabilitation de la frayère naturelle du site d'Agos.

- **Gestion intégrée** : le SIVOM grand site national des Gorges du Tarn a reçu le trophée.

- **Information - pédagogie** : deux établissements scolaires recevront un trophée, l'Ecole des maronniers, à Comps Lagrandville pour un travail collectif d'information et la réalisation d'un site Internet et le Lycée La Vinadié, à Figeac pour la réalisation d'un film et d'un site Internet sur le Célé.

Quatre **coups de cœur** pour des initiatives originales :

- **Agriculture** : l'Association des agriculteurs d'Auradé pour des actions coordonnées au niveau des exploitations agricoles de la commune afin d'améliorer la qualité de l'eau par rapport aux nitrates et aux molécules phytosanitaires.
- **Eau potable- Assainissement** : l'Université de Bordeaux I - groupe Ecocampus pour la diminution des prélèvements d'eau dans une nappe profonde surexploitée (Eocène bordelais).
- **Milieu naturel** avec le Syndicat intercommunal de la région de Beaulieu pour la réalisation de 4 équipements sur le cours d'eau du Suquet (3 seuils et 1 aménagement pour le passage du bétail) afin d'optimiser les conditions migratoires des poissons et d'améliorer la qualité de l'eau.
- **Gestion intégrée** avec l'Association pour l'aménagement de la vallée du Lot.

AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

90, rue du Férétra - 31078 TOULOUSE CEDEX

Tél. : 05 61 36 37 38 - Fax. : 05 61 36 37 28

www.eau-adour-garonne.fr

UN MÉTIER : EXPLOITANT DE STATION D'ÉPURATION

Vendredi 14 juin, Alain STRÉBELLE, Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a remis les certificats de compétence à 14 exploitants de station d'épuration ayant suivi une formation qualifiante.

Dans le domaine de la collecte et du traitement des eaux usées, les investissements consentis par la collectivité représentent 91,469 millions d'euros.

384 stations d'épuration représentant 6 millions d'équivalent habitants sont en service dans le Bassin Artois-Picardie (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Nord de l'Aisne), l'objectif est de reconstruire et moderniser des stations d'épuration à hauteur de 2,2 millions d'équivalent habitants.

Pour optimiser le fonctionnement de ces stations anciennes et nouvelles, il est important que le personnel soit qualifié. Cependant, la formation, dans ce domaine, passe rarement par les filières classiques d'enseignement.

C'est pourquoi, dès 1968, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a mis en place une politique de formation. Le stage "**qualification aux métiers d'exploitant**" s'inscrit dans cette politique. Les modules de formation ont été développés par Interfor en concertation avec l'Agence de l'Eau, le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) et les SATESE (Service d'Assistance Technique aux Stations d'Épuration). Le financement de cette formation est pris en charge à 80 % par l'Agence de l'Eau (67.077,57 €).

UN NOUVEAU DIRECTEUR "RESSOURCES EN EAU ET MILIEUX"

Francis PRUVOT, Ingénieur du génie rural des eaux et des forêts a pris ses fonctions de Directeur "Ressources en eau et milieux" à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Il succède à **Laurent PAVARD** (Ingénieur en Chef du Gref) parti en Moselle en qualité de Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Au cours de sa carrière, **Francis PRUVOT** a occupé différentes responsabilités en lien direct avec la gestion de l'eau : Directeur de l'Eau du District de Reims (220.000 habitants), Chef de service à la DDAF du Doubs et de la Creuse où il a réalisé des missions d'ingénierie, dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement et de l'aménagement de rivières. Il a également été responsable du volet hydraulique d'un projet de développement pastoral à Djibouti.

Détaché à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie depuis avril, il arrive au début de la mise en œuvre de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau et de l'élaboration du prochain programme d'interventions de l'Agence de l'Eau.

CONFÉRENCE PROFESSIONNELLE : "L'AMÉNAGEMENT ÉCOLOGIQUE DES ZONES D'ACTIVITÉS"

Le 11 juin, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a organisé une conférence professionnelle sur le thème de l'**aménagement écologique des zones d'activités**.

De plus en plus, le développement de ces zones d'activités se fait en respectant les normes du "management environnemental".

Il s'agit d'optimiser et de familiariser les actions liées à la gestion de ces zones d'activités dans une perspective d'amélioration et de préservation de l'environnement.

Quatre interventions se sont succédées :

- Présentation du contexte général,
- Mise en place d'un système de management environnemental sur une zone d'activités (démarche Palme),
- La vision de l'aménageur,
- Le témoignage d'un industriel,
- L'approche de l'organisme certificateur.

Depuis 1995, l'Agence de l'Eau s'est engagée auprès des industriels, des collectivités et des partenaires tels que le Conseil Régional, l'ADEME,... pour accompagner techniquement et financièrement des actions de **management environnemental**.

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200 rue Marceline - B.P. 818
59508 DOUAI CEDEX
Tél. : 05 61 36 37 38 - Fax : 05 61 36 37 28
www.eau-artois-picardie.fr

LES GRANDS REPÈRES DE L'ANNÉE 2001

2001 a été marquée, au niveau national, par l'élaboration et le dépôt au Parlement du projet de la loi sur l'eau. Au niveau du bassin, est à signaler particulièrement la deuxième révision du 7^{ème} programme, qui désormais porte sur la période 1997-2002, par prolongation sur l'année 2002.

L'Agence a mobilisé en 2001, près de **250 millions d'euros** pour aider les collectivités et les usagers à mieux gérer notre patrimoine eau.

- **195 millions d'euros d'aides pour la lutte contre la pollution :**
 - les collectivités locales ont poursuivi leur effort : 422 projets de stations d'épuration représentant 400 000 équivalents-habitants de capacité supplémentaire, et des travaux sur les réseaux d'assainissement en diminution sensible, conséquence des orientations récentes de l'Agence,
 - les investissements des industriels : forte progression dans le domaine du traitement des boues,
 - la maîtrise des pollutions d'origine agricole marque le pas, dans l'attente de la réforme du PMPOA, non aboutie à fin 2001.
- **52 millions d'euros d'aides pour la gestion de la ressource en eau :**
 - l'avancement satisfaisant du comptage de l'eau en irrigation (75 % des points de comptage équipés, représentant 86 % des surfaces irriguées) amène l'Agence à envisager la suppression de ses aides fin 2002,
 - la restauration des milieux aquatiques pour près de 1500 km de cours d'eau intéresse également de nombreuses zones humides,

- le soutien actif aux opérations territoriales : 68 projets globaux et coordonnés de bassins versants, mais aussi 6 nouveaux projets de SAGE - ce qui porte à 32 le nombre de ces démarches engagées dans le Bassin Loire-Bretagne et représente une couverture de près de la moitié de notre territoire.

L'objectif quantitatif fixé pour le programme "**nouveaux services**" a été atteint fin 2001 : 1 562 postes pour mieux gérer l'eau ont été aidés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. L'Agence s'emploie maintenant à faire vivre et à pérenniser ce réseau.

2001 aura aussi été fortement marquée par deux chantiers internes qui ont beaucoup mobilisé toutes les catégories de personnel de l'Agence : l'un, incontournable, avec le passage à l'euro qui a été l'occasion de moderniser les outils de gestion financière de l'établissement : l'autre, résultat d'un engagement volontaire de l'Agence de l'Eau dans une démarche de certification de la qualité, pour un meilleur service rendu à nos partenaires.

Enfin le Conseil d'Administration de l'Agence, avec à sa tête un nouveau Président, **Jean-Claude DEMAURE**, s'est réuni tout au long de l'année 2001 pour fixer les orientations et prendre les décisions d'aide.

AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

Avenue de Buffon - B.P. 6339

45063 Orléans cedex 2

Tél. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 74 74

www.eau-loire-bretagne.fr



Office
International
de l'Eau

LES CAHIERS TECHNIQUES

DES GUIDES TECHNIQUES PRATIQUES ET PEDAGOGIQUES A L'USAGE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



<p>1 LES POMPES CENTRIFUGES Entretien et maintenance (12 Euros)</p> <p>2 RECHERCHE ET DETECTION DES FUITES dans les réseaux d'adduction d'eau Techniques et méthodes (12 Euros)</p> <p>3 REACTIFS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE Utilisation et contrôle de leur mise en oeuvre (10 Euros)</p> <p>4 INSTRUMENTS DE MESURE dans le contrôle de la qualité des eaux Utilisation et entretien (13 Euros)</p> <p>5 LE COMPTAGE La distribution de l'eau potable (10 Euros)</p> <p>6 LA ROBINETTERIE Choix - Mise en oeuvre Entretien (12 Euros)</p>	<p>7 RESEAUX D'ASSAINISSEMENT Conception - Réception Entretien - Réhabilitation (13 Euros)</p> <p>8 NITRIFICATION DENITRIFICATION DEPHOSPHATATION Des eaux usées urbaines Contraintes d'exploitation (10 Euros)</p> <p>9 L'OZONATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>10 LA CHLORATION DES EAUX Principe, exploitation et maintenance des installations (12 Euros)</p> <p>11 LA TELEGESTION DES RESEAUX Principe, matériels et équipements, exploitation (12 Euros)</p> <p>12 POSE DES CANALISATIONS Pour l'adduction et la distribution de l'eau potable (16 Euros)</p>	<p>14 L'EAU D'ALIMENTATION DES GENERATEURS DE VAPEUR Traitements et conditionnement (12 Euros)</p> <p>15 LES POMPES Démarrage, arrêt, variation de vitesse (12 Euros)</p> <p>16 LE DIOXYDE DE CHLORE Production - Utilisation Contrôle (12 Euros)</p> <p>17 LA SURPRESSION Principe - Applications Dimensionnement (13 Euros)</p> <p>18 LE POMPAGE DES EAUX USEES Conception - Réception Entretien et maintenance (13 Euros)</p> <p>HS QU'EST-CE QUE L'EPURATION ? (13 Euros)</p>
--	--	---



Commande
Office International de l'Eau - SNIDE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - eaudoc@oieau.fr



LES MESSINS REDÉCOUVRENT LES COULEURS DE LA SEILLE

Du 31 mai au 2 juin, la ville de Metz a fêté l'**ouverture du nouveau parc de la Seille**, dans le Quartier de l'Amphithéâtre. Une fête à laquelle l'Agence de l'Eau, étroitement associée depuis des mois aux travaux de re-naturation de la Seille, a participé activement grâce à un stand.

Bien malmenée jusqu'il y a quelques années, la Seille, qui conflue avec la Moselle dans la capitale lorraine, avait été très fortement banalisée sur l'ensemble de son cours: élargie, approfondie, ses berges complètement déboisées, elle était devenue un des cours d'eau les plus eutrophisés de France.

Pour le chantier du parc de la Seille proprement dit, l'Agence a avant tout suivi de très près la phase de mise en œuvre, par des prescriptions techniques et des conseils auprès des services techniques de la ville de Metz et du bureau d'études en charge du dossier. Ainsi, la création d'un nouveau bras de la Seille a dessiné de nouvelles berges, fait apparaître un îlot entre le lit ancien, plus large et plus profond, et le lit secondaire.

Eaux Souterraines

DE NOUVELLES DONNÉES DISPONIBLES SUR L'OBSERVATOIRE DE L'EAU

Depuis la mi-mai, les données concernant près de **230 stations de mesures** de niveaux piézométriques sont désormais consultables: il s'agit là des 30 stations du RBES (Réseau de Bassin des Eaux Souterraines) et de près de 200 stations du réseau piézométrique de l'APRONA (Association de PROtection de la Nappe d'Alsace), un réseau spécifique à la nappe d'Alsace. Au total, ce sont ainsi près de **340.000 mesures**, des années 60 à aujourd'hui, qui sont accessibles en ligne, à l'adresse:

www.eau-rhin-meuse.fr/berm/htm/top.htm?Plan=MesuresPIEZ

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Rozérieulles - B.P. 30019

57161 MOULINS LES METZ

Tél. : 03 87 34 47 00 - Fax : 03 87 60 49 85

www.eau-rhin-meuse.fr

RHÔNE- MÉDITERRANÉE-CORSE



Scientifiques et décideurs

Agir ensemble pour une gestion durable des systèmes fluviaux

LYON - FLEUVES 2001

LES ACTES DISPONIBLES EN LIGNE
OU SUR CD-ROM

Les actes de la conférence internationale "**Scientifiques et décideurs, agir ensemble pour une gestion durable des systèmes fluviaux**" - Lyon - Juin 2001, sont disponibles à l'adresse suivante: www.eaurmc.fr/lyon-fleuves-2001.

Il est également possible de les obtenir sur CD-ROM auprès de l'Agence.

LE RHÔNE, UN FLEUVE À RECONQUÉRIR ET À SUIVRE ... EN KAYAK

Du 22 juin au 2 juillet, la Frapna, le Comité Régional Rhône-Alpes de Canoë - kayak et la Maison du Rhône ont organisé une descente du Rhône entre Seyssel (74) et Bourg Saint Andéol (07). L'Agence de l'Eau s'est associée à cette "**fête du Rhône**" qui devrait être reconduite d'année en année dans le but de valoriser les richesses patrimoniales, écologiques et culturelles du fleuve.

En s'impliquant dans l'opération "**Rhône fleuve à suivre**", l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse défend l'idée qu'il est essentiel, au-delà d'approches scientifiques et techniques, que le cours d'eau soit considéré par ses riverains comme un élément d'identité patrimoniale et un support de développement local, de manière complémentaire aux intérêts généraux de son aménagement et de sa gestion. La manifestation "**Rhône Fleuve à suivre**" qui a permis de rassembler, dans une grande fête populaire en l'honneur du fleuve, riverains, kayakistes, pêcheurs, associations et scolaires mais aussi élus, techniciens, ... constitue indéniablement une occasion d'ouverture, de dialogue et de sensibilisation.

AGENCE DE L'EAU

RHÔNE-MÉDITERRANÉE-CORSE

2, 4 allée de Lodz - 69363 LYON Cedex 07

Tél. : 04 72 71 26 00 - Fax. 04 72 71 26 03

www.eaurmc.fr



CONCOURS 2002 "EAU PURE EAU PROPRE"

Cette année encore, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie organise le concours "Eau pure eau propre" qui récompense les acteurs de l'eau du bassin de la Seine (collectivités locales, industriels, agriculteurs, gestionnaires de zones humides et de rivières etc) pour leur engagement dans la protection et la gestion de la ressource en eau.

Seront à l'honneur en 2002 :

- les **agriculteurs éleveurs** qui ont mis aux normes de maîtrise de pollution leurs bâtiments d'élevage et qui sont dans une démarche de gestion de leurs effluents. Ce volet récompensera 7 agriculteurs pour une dotation globale de 25.500 euros.
- Les **gestionnaires de rivières et de zones humides** qui sont engagés dans l'entretien et la restauration de zones humides et de milieux aquatiques. 6 gestionnaires pourront recevoir un prix dont la dotation globale est fixée à 60.000 euros.

Le jury se tiendra courant septembre 2002 pour désigner les lauréats.

La remise des prix aura lieu le 5 novembre 2002.

L'AGENCE PARTICIPE À L'EXPLORADOME

L'Agence est partenaire de "l'EXPLORADOME", situé au Jardin d'Acclimatation du Bois de Boulogne à Paris. Cette structure propose une exposition interactive pour l'adoption d'un comportement éco-citoyen par la manipulation, l'expérience et le jeu en 3 volets :

◆ Ménageons nos déchets !

Des présentations diversifiées sont proposées sous la forme de manipulations interactives, de maquettes, de jeux, ... pour mieux connaître le destin de nos déchets et apprendre à les valoriser.

◆ Jetons-nous à l'eau !

En septembre 2002 l'exposition s'enrichit de divers éléments sur le **thème de l'eau** :

- **Cycl'eau** : nuages, mer, fleuves, l'eau dans la nature, l'eau dans tous ses états. Cette maquette interactive sur le cycle de l'eau est en cours d'élaboration en partenariat avec l'Agence de l'Eau "Seine-Normandie".
- **Lav'eau** : histoires de domestication : découverte des procédés de potabilisation et de traitement des eaux usées,

◆ Et, plus tard, Prenons l'air !

Comment fonctionne une station de mesure de la qualité de l'air ?

Comment la nature nous renseigne-t-elle sur le taux de pollution atmosphérique ?

Notre planète est-elle réellement en surchauffe ?

"BREF"

TRAITEMENTS DE SURFACES

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie a participé à la réunion de lancement du "BREF traitements de surfaces" qui a eu lieu les 10, 11 et 12 avril à Séville.

Le "BREF" est un document européen, rédigé en anglais qui présente les meilleures technologies disponibles visant à réduire les émissions polluantes pour une activité donnée.

Le rédacteur basé à Séville (European Integrated Pollution Present and Control Bureau) doit élaborer le document en s'appuyant sur un groupe d'experts internationaux (représentants des Etats membres, syndicats et ONG européens).

Le Ministère français chargé de l'Environnement a constitué un groupe de travail, le groupe "miroir" afin de préparer la contribution française à l'élaboration du "BREF". Participant à ce groupe de travail, les syndicats nationaux liés aux traitements de surfaces, les constructeurs automobile, l'industrie aéronautique, les DRIRE et Agences de l'Eau.

Les connaissances de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie basées sur une expérience de "terrain" dans le domaine des traitements de surfaces tant au niveau du processus que du traitement des eaux ont conduit le ministère à nous confier l'animation du groupe "miroir".

"BREF" (500 et 800 pages) sera utilisé comme document de référence par les administrations et par les industriels qui ont obligation de mettre en place les meilleures techniques disponibles (directive européenne 96/61/CE, relative à la prévention et la réduction intégrée des pollutions).

Pour plus d'informations, pour télécharger un "BREF" (chimie, cimenterie, papeterie...), consultez le site EIPPCB à l'adresse <http://eippcb.jrc.es>

AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE
51, rue Salvador Allende - 92027 NANTERRE
Tél. : 01 41 20 16 00 - Fax : 01 41 20 16 89
www.aesn.fr

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

UN DOSSIER DOCUMENTAIRE POUR JOHANNESBURG 2002

Le **Sommet du Développement Durable** qui se tient du 26 Août au 4 Septembre 2002 à Johannesburg, 10 ans après la Conférence des Nations Unies pour le Développement et l'Environnement de Rio en 1992, est l'occasion pour les Etats des Nations Unies de faire le point sur la mise en œuvre de l'Agenda 21 de Rio et des Conventions Internationales qui furent adoptées pour permettre à l'humanité de progresser dans le sens du développement durable.

Des progrès ont certes été réalisés, des freins sont également apparus : Johannesburg vise à relancer la dynamique de Rio à l'échelle internationale et conforter les efforts régionaux, nationaux et locaux, à tenter de susciter un nouvel engagement politique, qui puisse s'appuyer sur un mouvement démocratique en faveur de nouvelles formes de développement.

Divers thèmes feront l'objet de débats et négociations : les éléments principaux (contexte, enjeux, initiatives depuis la conférence de Rio, éléments de débats,...) sont présentés dans des fiches consultables sur le site du MEDD.

- Fiche 1 :** historique du développement durable
- Fiche 2 :** lutte contre la pauvreté et justice sociale
- Fiche 3 :** modes de consommation et de production durables
- Fiche 4 :** dématérialisation de l'économie et conservation des ressources naturelles
- Fiche 5 :** santé et développement durable
- Fiche 6 :** principe de précaution et sciences
- Fiche 7 :** transfert de technologies
- Fiche 8 :** aménagement du territoire, villes et développement durable
- Fiche 9 :** mondialisation au service du développement durable
- Fiche 10 :** gouvernance mondiale
- Fiche 11 :** participation et transparence
- Fiche 12 :** éducation, information et communication
- Fiche 13 :** mobilisation des acteurs
- Fiche 14 :** financements du développement durable
- Fiche 15 :** stratégies de développement durable
- Fiche 16 :** ressources en eaux douces
- Fiche 17 :** mers et océans
- Fiche 18 :** dégradation des sols et désertification
- Fiche 19 :** biodiversité : conservation, utilisation durable et équitable
- Fiche 20 :** énergie, transports, climat

ÉVÉNEMENTS NATURELS DOMMAGEABLES EN FRANCE : UNE CELLULE "REX"

Plusieurs analyses, dont celle développée par la **Mission d'Inspection Spécialisée de l'Environnement (MISE)**, ont souligné la nécessité de structurer et développer le retour d'expérience dans le domaine des risques naturels, démarche qui a permis des progrès importants pour les risques technologiques, chimiques ou nucléaires. Le **Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD)** s'est ainsi efforcé de bien documenter les aléas importants qui ont affecté notre pays en 2000 et 2001 (inondations de Bretagne et de la Somme). Il a missionné les Conseils Généraux des Ponts et Chaussées et du Génie Rural des Eaux et des Forêts, et le Service de l'Inspection Générale de l'Environnement pour qu'ils établissent des rapports de retour d'expériences sur ces catastrophes.

Le MEDD a précisé les moyens de pérenniser ce retour d'expériences appliqué aux risques naturels et les informations qu'il est nécessaire de gérer pour ce faire. Le document qui vient d'être réalisé peut être considéré comme la première production de la Cellule Retour d'Expérience (REX) du Ministère dans le domaine des risques naturels. L'objectif poursuivi est d'informer le plus largement possible les services et opérateurs institutionnels d'une part, le grand public d'autre part sur la nature, les conséquences et le constat que l'on peut tirer brièvement des principaux événements naturels dommageables survenus en France et dans le monde en 2001.

Ce dispositif pérenne de retour d'expériences en cours de construction permettra dans le futur d'étoffer sensiblement cette analyse, par l'extension du champ des phénomènes analysés (cinq cents environ par an), par l'examen systématique des dispositifs de prévention existants ou projetés.

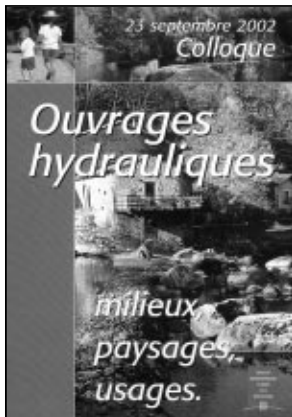
Les événements examinés dans ce document sont de nature très diverse : inondations, mouvements de terrain, tempêtes, lignes de grains (averses orageuses organisées en lignes), séismes, etc.

Pour la France, les dommages qui s'y rattachent relèvent d'un dispositif assurantiel classique (garantie tempête, ouragan, cyclone, grêle, poids de la neige) ou du dispositif des catastrophes naturelles (inondations, mouvements de terrains, cyclones et ouragans les plus violents, etc.) institué par la loi du 13 juillet 1982 modifiée.

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**
20 avenue de Ségur - 75302 Paris 07 SP
Tél. : 01 42 19 20 21 - Fax : 01 42 19 11 23
www.environnement.gouv.fr/

COLLOQUE IIBSN "OUVRAGES HYDRAULIQUES : MILIEUX, PAYSAGES, USAGES : POUR UNE GESTION INTÉGRÉE"

23 SEPTEMBRE 2002 - NANTES



L'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Nantaise organise le 23 septembre prochain à Nantes un colloque sur les ouvrages hydrauliques et la gestion intégrée de leurs usages au sein du milieu et des paysages.

Contextes juridique, réglementaire et technique, expériences de gestion et valorisation, outils d'aide à la décision, travaux de l'Agence de l'Eau sont au programme.

**INSTITUTION INTERDÉPARTEMENTALE
DE LA SÈVRE NANTAISE**

185 bd Aristide Briand - 85000 LA ROCHE-SUR-YON
Tél. : 02 51 07 02 13 - Fax : 02 51 46 28 81

15^{èmes} JOURNÉES INFORMATION EAUX

DU 18 AU 20 SEPTEMBRE 2002 - POITIERS

Organisées par l'APTEN (Association des Professionnels du Traitement des Eaux et des Nuisances) et le LCEE (Laboratoire de Chimie de l'Eau et de l'Environnement) de l'Université de Poitiers, les Journées Information Eaux (JIE) ont toujours eu pour vocation d'apporter aux professionnels de l'eau une information d'actualité sur les problèmes de traitement et d'épuration des eaux, et de les tenir informés des nouveautés technologiques et analytiques issues notamment de la R&D publique et privée.

La 15^{ème} édition des JIE, à l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Poitiers, constitue un événement important dans le monde de l'eau, puisque près de 100 communications ont été programmées par le Comité scientifique du congrès, dans 4 salles en parallèle.

Le salon d'exposition réunira environ 20 stands et permettra une rencontre entre les constructeurs de matériels spécifiques de l'analyse, du traitement et de l'épuration des eaux.

Le programme complet des interventions est consultable sur le site www.apten.org.

APTEN - ESIP

40 avenue du recteur Pineau - 86022 POITIERS cedex
Tél. : 05 49 45 37 40 - Fax : 05 49 45 37 42

PARTENARIAT DU SIAAP AVEC CUBA

L'association **Cuba Coopération** a souhaité faire de l'eau un des dossiers essentiels de ses actions de partenariat avec l'île.

Le **SIAAP** (Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) accompagne depuis sa création l'association.

Visites d'élus et de techniciens, missions d'étude des problèmes spécifiques à la capitale de l'île, en particulier celui de la dépollution du Rio Almendares qui traverse le parc métropolitain, en plein centre de celle-ci. Mais aussi, accueil régulier dans les établissements du SIAAP de la Région Parisienne, d'ingénieurs, de cadres, de l'Institut National de Ressources Hydrauliques (le Ministère de l'Eau cubain) et son centre de recherche scientifique.

Afin de sceller ce travail, de lui donner des perspectives concrètes, le SIAAP a signé une convention avec l'association. Cet acte a été approuvé par le Conseil d'Administration en date du 23 janvier.

Il stipule entre autres :

- Le SIAAP confie à l'association une mission d'assistance et de suivi des actions qu'il a engagées et souhaite engager dans l'avenir à Cuba.

- L'association s'oblige à mettre en oeuvre les orientations que lui fixera le SIAAP et pour cela mobilisera les moyens humains et matériels nécessaires. Elle percevra pour cela une subvention annuelle.

En ce début d'année 2002, la convention s'est mise en place et a déjà des premiers effets :

- Envoi de matériels pour le parc métropolitain (une station de mesure de débit complète afin de mesurer le débit du Rio Almendares : un ordinateur portable, des câbles, un appareil de mesure, une sonde, deux cassettes pour enregistrer le débit, un lecteur de cassettes, les manuels d'utilisation).
- Organisation d'une délégation de techniciens du SIAAP qui a participé au 3^{ème} Salon International de l'Eau "EXPOAGUA" début mai à la Havane.

SIAAP

2 rue Jules César - 75012 PARIS
Tél. : 01 44 75 44 08 - Fax : 01 44 75 44 34

CUBA COOPÉRATION

23 sentier des Malicots - 94200 ivry-sur-seine
Tél. : 01 46 70 00 95 - Fax : 01 46 71 39 41
cuba.cooperation@wanando.fr

ENVIRORISK 2002

LES 2, 3 ET 4 OCTOBRE À BEAUVAIS

Envirorisk, Forum Européen du Management de l'Environnement et de la Sécurité, se déroulera à Beauvais les 2, 3 et 4 Octobre prochains, au sein de l'Elispace de Beauvais - Oise.

Maîtrise des risques, veille réglementaire, certification environnement et sécurité, système intégré, éco-conception et développement durable, seront des thèmes traités par cette seconde édition dédiée au management de l'environnement et de la sécurité.

L'édition 2001, qui s'était tenue au Palais des Congrès de Lyon, avait réuni près de 1200 participants.

Cette année, la manifestation a pour vocation de réunir professionnels, entreprises, élus et institutionnels dans une optique d'approfondissement de problématiques techniques et humaines liées :

- Aux risques technologiques,
- A la sécurité environnementale,
- Au management HSE et au développement durable.

Au sein de 39 ateliers interactifs et de 3 tables rondes, les meilleurs experts français et étrangers présents sur Envirorisk présenteront les évolutions et les limites des différentes approches.

En outre, quelques approches secteur (automobile, agroalimentaire, collectivité, service) feront l'objet de réflexions spécifiques.

DPE EVÉNEMENTS
 50 bis, quai Gillet - 69004 Lyon
 Tél. : 04 72 98 26 64 - Fax : 04 72 98 26 70
 info@envirorisk-forum.com

JEAN GALAUD, PRÉSIDENT DU SITS

SYNDICAT GÉNÉRAL DES INDUSTRIES DE MATÉRIELS ET PROCÉDÉS POUR LES TRAITEMENTS DE SURFACES



Jean Galaud, Directeur Général de Haden France, a été élu, le 5 juin 2002, président du **SITS**, Syndicat Général des Industries de Matériels et Procédés pour les Traitements de Surfaces.

Entouré du Vice-Président, Jean-Pierre Jacque (Proserpol) et du Trésorier, Allain Maire (Socrematic),

Jean Galaud succède à Daniel Odille (Coventya).

Jean Galaud, 53 ans, diplômé de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics et de l'Institut d'Administration des Entreprises a débuté sa carrière comme ingénieur d'affaires dans la pétrochimie avant de rejoindre PSA au sein de

Citroën Ingénierie en qualité d'ingénieur Méthodes Process Peinture, puis de chef de projets.

Après avoir passé plus de dix ans dans le secteur de l'automobile, il a créé sa propre entreprise et dirigé des PME spécialisées dans les installations de traitement de l'air industriel; en 1996, il est devenu Directeur Général d'Haden France.

SITS
 92038 Paris la Défense cedex
 Tél. : 01 47 17 63 73 - Fax : 01 47 17 63 74
 info@sits.fr
 www.sits.fr

MEDEF :

23000 EUROS POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le **MEDEF**, en association avec la **Fédération Nationale des Travaux Publics** (FNTP) a décidé de s'associer au HCCI (Haut Conseil de la Coopération Internationale), comme il l'a fait en 2001, pour décerner un prix, à une ou plusieurs entreprises, d'une valeur totale de 23 000 € afin de récompenser un projet exemplaire en matière de coopération internationale.

Le Prix de la coopération internationale vise à distinguer des réalisations de coopération conduites dans un cadre de partenariat par des personnes ou des organisations non gouvernementales publiques ou privées françaises entre la France et d'autres pays.

Le HCCI veut ainsi :

- porter à la connaissance d'un public le plus large possible des réalisations exemplaires ayant contribué à

l'établissement ou au développement de relations de coopération ;

- décerner aux auteurs de ces réalisations une récompense à la fois symbolique, dans le cadre d'une cérémonie publique présidée par le Premier Ministre français, et matérielle par des dotations financières.

MEDEF INTERNATIONAL
 31 av Pierre 1er de Serbie - 75784 Paris Cédex 16
 Tél. : 01 40 69 44 44 - Fax : 01 47 23 47 32
 www.medef.fr

L'AGHTM JOUE L'OUVERTURE

Le congrès 2002 de l'AGHTM était à peine terminé que déjà bruissait lors de repas et réceptions un flot de propos relatifs à l'organisation de la prochaine édition. Car en 2003, c'est bien de l'autre côté de la méditerranée, plus précisément à Casablanca au Maroc, que les scientifiques, experts, techniciens et praticiens français et étrangers se trouveront réunis.

En rassemblant cette année quelques 600 participants à Montpellier, le 81^{ème} congrès de l'AGHTM a mobilisé des spécialistes mais aussi des représentants d'organismes publics et privés et de collectivités locales concernés par la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de l'assainissement, de la propreté des villes, de la pollution atmosphérique notamment.

Claude LEFROU, Président de la toute nouvelle section régionale Languedoc-Roussillon de l'AGHTM a ainsi été en mesure d'indiquer quelle était la mission de l'association des spécialistes de l'environnement, d'une part et de préciser la nature et l'importance d'enjeux qui touchent à la qualité de vie de tout un chacun en insistant plus particulièrement sur les aspects régionaux, d'autre part.

Elu nouveau Président de l'AGHTM lors du congrès, **Jean Michel BARBIER** a indiqué les grands objectifs qu'il se fixait au cours de son mandat. L'occasion pour lui de mettre l'accent sur la qualité des réflexions conduites par les commissions techniques et groupes de travail qui contribuent à l'apport de solutions visant à résoudre certaines difficultés inhérentes à la gestion de l'eau potable, de l'assainissement, des déchets, de la pollution atmosphérique entre autres.

Marcel DENEUX, Sénateur centriste de la Somme devait, comme prévu, présenter en avant-première son rapport portant sur l'impact et les conséquences pré-

sibles des changements climatiques sur la géographie de la France à l'horizon 2025 2050 et 2100. Un document dont la teneur rejoint les préoccupations actuelles et à venir dans le domaine de l'eau, des déchets, de la pollution atmosphérique et de l'énergie. Un document qui soulève de vraies questions liées au réchauffement climatique et aux émissions de gaz à effet de serre.

Autrement dit, l'AGHTM a cette année informé et innové en sortant du cadre relativement confidentiel dans lequel elle évoluait jusqu'à présent et qui limitait le partage de savoirs à un auditoire restreint.

Au cours des prochaines années, l'AGHTM poursuivra sans doute son chemin autour de deux grands axes. Le premier consistera à enrichir l'association de compétences du meilleur acabit au niveau régional, national et international pour confirmer sa place et son rôle dans le secteur de l'environnement auprès des élus et acteurs locaux. Mais l'association s'attachera également, dans le même temps, à se faire mieux connaître et comprendre auprès d'un public plus large sachant que les français seront de plus en plus étroitement associés au développement durable. C'est bien ce qui s'appelle: "jouer l'ouverture".

AGHTM - TSM

83 avenue Foch- B.P. 39.16 - 5761 PARIS cedex 16
Tél : 01 53 70 13 53 - Fax : 01 53 70 13 40
aghtm@aghtm.org
www.aghtm.org

SHF : EAU ET ÉCONOMIE

DU 24 AU 26 SEPTEMBRE 2002 À PARIS

La fin du XX^{ème} siècle a été marquée par trois chocs pétroliers qui sont autant de crises vécues au niveau mondial.

Au siècle prochain la bataille va-t-elle se porter sur l'eau ? Déjà on parle "d'hydropolitique" et certains n'hésitent pas à annoncer des guerres de l'eau pour le XXI^{ème} siècle.

La **Société Hydrotechnique de France (SHF)** entend apporter sa contribution à l'étude de ce problème majeur en consacrant les 27^{èmes} Journées d'Hydraulique à un large débat sur le thème **Eau et Economie**.

L'eau existe globalement en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de l'humanité, mais malheureusement sa répartition temporelle et spatiale est très déséquilibrée. Quand la quantité et la qualité, qui sont en partie corrélées, sont insuffisantes, l'eau devient une ressource rare et donc chère.

Certes l'eau de pluie est gratuite, mais le barrage pour la stocker, les usines pour la traiter et pour l'épurer, le réseau pour la distribuer et l'évacuer, ne le sont pas. L'eau

est à la fois un bien patrimonial qui doit être préservé et un facteur de production qui doit être valorisé.

Comment justifier des investissements, souvent très coûteux ? Comment fixer un ordre de priorité ? Quelle est la valeur de l'eau en fonction des usages ? Quels prix pour l'eau ?

A l'époque de la mondialisation qui devrait tendre vers un monde plus solitaire, comment partager l'eau, bien fondamental, et les moyens de la gérer, alors que près du tiers de l'humanité ne dispose pas d'eau potable ?

Autant de questions auxquelles la SHF tentera de répondre grâce à la présentation d'une trentaine de communications, avec la participation de l'ensemble des congressistes.

SOCIÉTÉ HYDROTECHNIQUE DE FRANCE

25 rue des Favorites - 75015 PARIS
Tél. : 01 42 50 91 03 - Fax : 01 42 50 59 83
shf@shf.asso.fr

POLLUTEC 2002 :

APPEL À PROJETS POUR LES 8^{ÈMES} RENCONTRES RECHERCHE-INDUSTRIE

Tous les laboratoires de recherche publique français ou étrangers travaillant sur ces thèmes et souhaitant collaborer avec l'industrie sont invités à proposer leurs projets de recherche pour les 8^{èmes} **Rencontres Recherche-Industrie**, organisées par l'ADEME dans le cadre du salon Pollutec ADEME Energies 2002 (Lyon - 26-29 novembre 2002).

Après sélection par un Jury scientifique composé de représentants de l'ADEME, du CNRS, de l'ANRT, des associations ECRIN et RECORD, ces projets seront présentés, sous forme de posters au sein d'un Espace Rencontres de 200 m², d'accès libre à tous les visiteurs du salon.

Objectif : favoriser les partenariats Recherche/Industrie

En 2001, ces Rencontres ont permis plus de 800 contacts entre chercheurs et industriels et débouché sur de nombreux contrats de recherche. Cette année, grâce à une promotion sans précédent, en France et à l'étranger, quelque 1 000 industriels y sont attendus.

Pour permettre des échanges encore plus dynamiques entre chercheurs et industriels, elles accueilleront pour la première fois des débats autour de domaines privilégiés de collaboration Recherche/Industrie : dépollution de l'air, dépollution de l'eau, gestion des déchets, mesure des polluants.

A partir d'exemples concrets de partenariat (tel le Nez électronique et la mesure des odeurs), ces débats permettront aux chercheurs et industriels d'échanger et de confronter points de vue et expériences sur la contribution de la recherche publique à l'innovation, les attentes et besoins des industriels, les progrès attendus de part et d'autre...

Comme toujours, ces Rencontres seront aussi l'occasion de récompenser les meilleurs projets par les "**Prix des Techniques Innovantes pour l'Environnement**", remis le jeudi 28 novembre 2002, sur le plateau de Pollutec TV.

Ces Prix seront décernés par les partenaires presse de l'ADEME en fonction de 4 critères : l'utilisation de technologies innovantes, la réponse à des problèmes environnementaux mal résolus par des techniques classiques, un potentiel de développement industriel significatif, l'application possible à l'industrie chimique (critère spécifique à l'un des partenaires).

Les projets lauréats feront ensuite l'objet d'une large promotion par l'ADEME et ses partenaires.

POLLUTEC - REED EXPOSITIONS FRANCE
 70 rue Rivay - 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
 01 47 56 21 24 - Fax: : 01 47 56 21 20
www.pollutec.com



ACADÉMIE DE L'EAU : MARC GENTILINI PRÉSIDENT

L'Assemblée Générale de l'**Académie de l'Eau** s'est tenue à Aix-les-Bains en avril dernier. A cette occasion, le professeur **Jean DAUSSET** a cédé sa place à **Marc GENTILINI**, Président de la Croix Rouge Française qui devient ainsi le 2nd Président de l'Académie, le Professeur DAUSSET devenant Président Honoraire.

Pour Monsieur GENTILINI, les liens à tisser entre tous les domaines où l'eau intervient sont nécessaires, mais pas assez développés aujourd'hui, compte-tenu de la verticalité de l'organisation des services des différents ministères. Cette mission confiée à l'Académie par ses créateurs a donc comblé un vide qu'elle cherche à remplir au mieux de ses moyens.

□ Un guide stratégique pour aider à la constitution de Commissions Internationales Inter-Etats sur les eaux partagées.

Ce document a été élaboré par le groupe de travail "Eaux partagées" de l'Académie de l'Eau, présidé par le Professeur **A. L. ROUX**.

Il a pour objet de proposer les "stratégies" à développer entre les pays tributaires d'une même ressource en eau pour la gérer en commun efficacement.

Après avoir passé en revue et analysé les différents moyens disponibles : traités, conventions, règles du droit international, directives, outils de conseil ainsi que leur articulation avec des financements extérieurs, il propose un guide stratégique décrivant les diverses étapes à respecter.

Ce guide s'appuie sur les enseignements tirés de 16 cas d'eaux partagées concernant plus de soixante

pays situés sur les quatre continents. Il étudie plus particulièrement les cas de fleuves internationaux ayant débouché sur une "Commission Internationale Permanente Inter-Etats" de gestion en commun de divers problèmes. Il examine enfin dans certains cas les "dispositions préalables de concertation", grâce à l'aide de conciliateurs extérieurs, afin de résoudre les litiges existants entre les parties et de progresser vers une gestion commune.

Cette étude sera présentée à l'Assemblée Constitutive du Réseau des Organismes de Bassin Transfrontaliers co-organisée avec la CIPEL et le RIOB **les 25 et 26 novembre 2002 à Thonon-les-Bains**.

□ Les actes de la conférence-débat "Eau, agriculture et environnement" sont parus.

Organisée en novembre dernier, cette réunion a donné lieu à deux interventions emblématiques (protection de la baie du Mont Saint-Michel et démarche retenue dans le parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin) ;

- Deux actions locales ont également été présentées :
- . un contrat rural en Basse Normandie,
 - . les techniques alternatives à l'utilisation des phytosanitaires développés dans le bocage virois.

ACADEMIE DE L'EAU
 51, rue Salvador Allende - 92027 NANTERRE
 Tél. : 01 41 20 16 00 - Fax : 01 41 20 16 89
www.oieau.org/academie

11^{ÈME} FORUM DES MÉTIERS MER-EAU-ENVIRONNEMENT

11, 12 ET 13 OCTOBRE 2002 À PARIS

L'Institut Océanographique organise pour la onzième année consécutive le Forum des métiers de la mer, de l'eau et de l'environnement.

L'information sur les formations et les métiers des secteurs concernés constitue l'objectif principal de ce salon d'information destiné aux scolaires et aux étudiants.

Il leur permet :

- de découvrir la richesse et la diversité des métiers de la mer, de l'eau et de l'environnement ;
- de s'orienter vers des formations ou des stages en adéquation avec la réalité des métiers et du marché du travail ;
- de rencontrer des chercheurs, enseignants, dirigeants d'entreprise, des responsables d'administrations publiques.

Une soixantaine de professionnels délégués des administrations, enseignants, chercheurs, responsables d'associations, représentant une cinquantaine d'organismes, se tiennent à la disposition des visiteurs pendant les trois jours du forum. Le nombre et la diversité de leurs fonctions garantissent la qualité et la multiplicité de l'information.

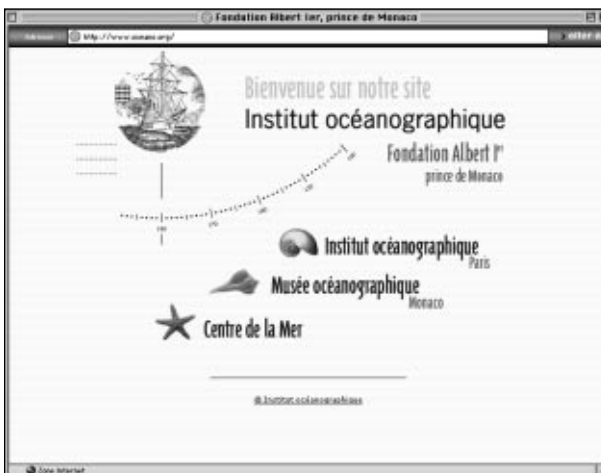
Pendant trois jours, les visiteurs disposent de sources d'information variées :

- une trentaine de conférences,
- des entretiens personnalisés,
- un espace de documentation,
- des conseillers d'orientation,
- des films,
- une permanence de l'ANPE, pôle environnement.

Les professionnels qui organisent et animent ce salon des métiers aident les étudiants à ébaucher une réflexion sur leur orientation à partir de données précises. Les visiteurs ont également la possibilité de consulter les multiples documents mis à leur disposition dans les différents espaces et d'interroger une base de données sur les stages.

INSTITUT OcéANOGRAPHIQUE

195 rue Saint-Jacques - 75005 PARIS
Tél. : 01 44 32 10 70 - Fax : 01 40 51 73 16
www.oceano.org



PLAGES

PAVILLONS BLEUS OU NOIRS ?

Comme chaque année, la **Fondation pour l'Éducation à l'Environnement** en Europe, a publié la liste des 109 plages et communes récompensées par un **Pavillon bleu** sur le littoral français.

Le Pavillon Bleu est un label de qualité pour des plages et des ports de plaisance basé sur quatre familles de critères :

- la gestion de l'eau, tant en ce qui concerne les eaux de baignade que le traitement des eaux usées ;
- la qualité générale de l'environnement : urbanisme, équipements, gestion des déchets, paysage, etc. ;
- les initiatives en matière d'éducation à l'environnement : campagne de communication, information du public, etc.
- la gestion des déchets et la mise en place de la collecte sélective.

De son côté, l'association **SURF RIDER** a attribué ses **69 Pavillons noirs**. Cette mauvaise note est due soit à un assainissement insuffisant ou à une mauvaise collecte des eaux usées, soit à un taux trop élevé de produits chimiques dans les eaux (pesticides, métaux lourds, hydrocarbures ...), soit enfin à la présence de mazout sur les plages issues de dégazages sauvages.

SURF RIDER présente sur son site les actions engagées pour remédier aux différentes pollutions :

- www.surfrider-europe.org

Mais cette année, l'**Association Nationale des Maires de Stations Classées et Communes Touristiques** (ANMSCCT) a critiqué la représentativité de ces pavillons quelquefois attribués en même temps aux mêmes communes.

Pour l'ANMSCC, seules des mesures en continu permettraient d'établir un classement fondé de la qualité sanitaire des eaux.

L'ANMSCC propose de monter un partenariat entre les Communes et les Administrations de tutelle et ainsi substituer un vrai label de sécurité, aux jugements de ces "pavillons" attribués, d'après elle, sur des critères incertains.

Le vrai problème reste pourtant la gestion des pollutions en amont (assainissement, pollution agricole ...) et donc leur maîtrise technique et financière.

OFFICE FRANÇAIS DE LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT EN EUROPE

6 avenue du Maine - 75015 PARIS
Tél. : 01 45 49 40 50 - Fax : 01 45 49 27 69
www.pavillonbleu.org

SURF RIDER FOUNDATION EUROPE

120 av de Verdun - 64200 Biarritz
Tél. : 05 59 23 54 99 - Fax : 05 59 41 11 04
www.surfrider-europe.org

ASSOCIATION NATIONALE DES MAIRES DE STATIONS CLASSEES ET COMMUNES TOURISTIQUES

47, quai d'Orsay - 75007 PARIS
Tél. : 01 45 51 49 36 - Fax : 01 45 51 64 17
www.communes-touristiques.net

COLLOQUE INTERNATIONAL : "L'EAU EN MONTAGNE"

LES 5 ET 6 SEPTEMBRE 2002 À MEGÈVE

A l'occasion de l'Année Internationale de la Montagne, la **Société d'Economie Alpestre de la Haute-Savoie**, en collaboration avec l'**Office International de l'Eau** et la **ville de Megève**, organise les 5 et 6 septembre prochain un colloque international sur le thème de "l'eau en montagne".

Diverses conférences y seront présentées :

□ Les hauts bassins versants : présentation et contextes

- Les "hauts bassins versants" du monde,
- Le cadre institutionnel européen de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin,
- Relations entre les réseaux hydrographiques et les aquifères des bassins versants : conséquences pour la gestion de l'eau en zone de montagne,
- Zones humides et tourbières de montagne : comportement hydrologique, nature, distribution, biodiversité et gestion des sites,
- Changements climatiques : simulation sur la neige,
- "Application of new technologies and tools in watershed management",

□ Solidarité amont-aval

- L'importance des régions de montagne pour la ressource en eau en zone tropicale : exemple de châteaux d'eau au Mexique,
- "Valuation of mountain and highland waters : an instrument for the promotion of hydro-solidarity",
- Reconstruction des rapports entre villes et espaces montagnards méditerranéens,
- L'espace hydraulique de Marrakech-Haouz : les logiques d'extension spatiale du réseau de régulation de l'eau de plaine et leurs conséquences sur les territoires montagnards.

□ Les outils de la gestion intégrée

- Nouvelles politiques d'aménagement du territoire et gestion de l'eau par bassin versant : quelle articulation ?
- De la protection de la ressource à la gestion intégrée des hauts bassins versants - l'exemple de la Haute-Savoie,
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion du Drac : analyse des points forts et points faibles de l'outil réglementaire,
- La zone atelier "Bassin du Rhône" : un outil de gestion intégrée des bassins versants.

□ Acteurs de la gestion intégrée

- Guide de recommandations pour une gestion solidaire des bassins,
- La gestion de l'eau par bassin versant : perspectives nord américaines et québécoises,
- Aspect sociologique des comportements humains en montagne.

Des ateliers compléteront ces travaux :

□ Atelier 1 : l'eau en montagne : usages et conflits

- Conflits d'usages, demandes quantitatives et qualitatives en eau : exemples en Savoie,
- Mesure de l'impact du tourisme sur les biocénoses des têtes de bassin en Principauté d'Andorre,
- Impact de la production de neige de culture sur la ressource en eau,
- Ressources hydrauliques et développement touristique : le cas de la haute vallée de l'Arc (Savoie)
- Les risques hydrologiques en montagne,
- Le barrage de Puylaurent (Lozère) : un exemple de partenariat entre collectivités et EDF pour la réalisation d'un ouvrage hydraulique à buts multiples,
- La collecte des eaux de ruissellement dans la Tunisie centrale : lacs collinaires, banquettes de rétention et tabias. Fonctionnement, intérêt et complémentarité.

□ Atelier 2 : impacts des usages et remèdes

- Les systèmes de traitement des eaux usées adaptés aux collectivités touristiques de montagne,
- Interactions végétation-érosion et génie écologique pour la maîtrise de l'érosion en montagne,
- "Evaluation of ecologically acceptable flow for alpine streams in Slovenia",
- Un usage demandeur de qualité : les eaux thermominérales,
- L'activité agricole et les contaminations microbiologiques diffuses des captages d'eau en montagne,
- Maîtrise de la pollution agricole dans le cadre d'un contrat de rivière : l'exemple du Vercors.

Une exposition (**L'eau et l'humanité**), un concours photographique, un spectacle (**Eau et lumière**) agrémenteront cette manifestation, dont le programme complet est sur le site www.echoalp.com.

**A
ne pas
manquer !**



SEA 74

B 625 - Rue Dupanloup - 74040 Annecy Cedex
Tél. : 04 50 88 41 85 - Fax. : 04 50 88 43 88
eau-montagne2002@wanadoo.fr
www.echoalp.com

e-PHY :**LE CATALOGUE OFFICIEL FRANÇAIS SUR INTERNET
DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES ET DE LEURS USAGES**

La Direction Générale de l'Alimentation est saisie de nombreuses demandes de particuliers ou d'associations, relatives aux produits phytosanitaires autorisés en France, à leur "profil de risque", à leur composition. La mise en ligne sur le site du Ministère du catalogue des produits autorisés en France doit permettre à chacun d'obtenir facilement cette information en toute transparence (www.agriculture.gouv.fr/wiphy).

Le catalogue **e-phy** a été conçu par les services du Ministère dans cet objectif.

Ce catalogue en ligne permet, à partir de différentes clés de recherche, d'obtenir rapidement les informations essentielles sur un produit phytopharmaceutique :

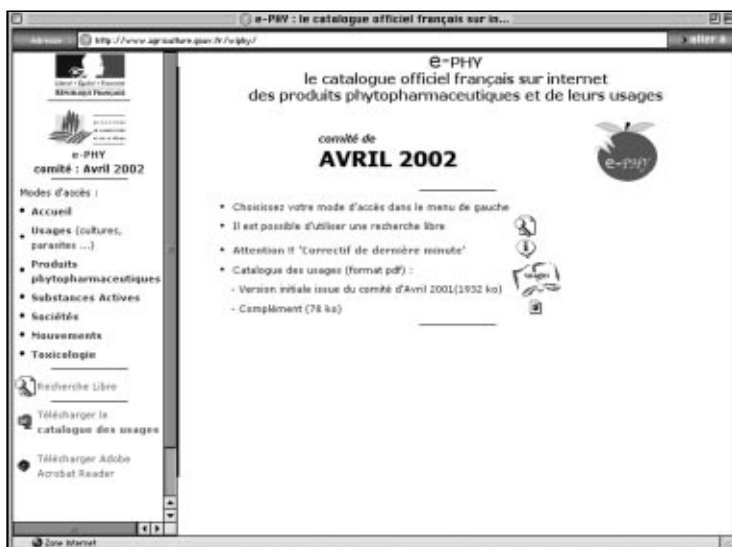
- son nom et celui de la société qui en détient l'autorisation de mise sur le marché,
- sa teneur en substances actives,
- son classement, associé aux phases de risque et conseils de prudence adaptés ;
- les utilisations (associées aux doses d'emploi homologuées) pour lesquelles ce produit est autorisé.

Les clés de recherche proposées à l'utilisateur sont le nom du produit autorisé, de la substance active contenue dans le produit, de la société qui détient l'autorisation de mise sur le marché, du classement toxicologique du produit ou de l'usage agricole (association "culture - mode de traitement - organisme nuisible visé") pour lequel le produit est autorisé.

Une entrée par mouvement permet d'obtenir la liste des produits récemment autorisés ou retirés.

Deux informations particulières figurent pour chaque produit :

- Une information relative à la mention "emploi autorisé dans les jardins" : seuls les produits comportant cette mention peuvent être utilisés par le grand public, les autres produits étant réservés aux utilisateurs professionnels.
- Une information relative aux limites maximales de résidus dans les cultures traitées, ainsi qu'au délai d'attente avant récolte suite à application du produit (DAR).



Plusieurs informations viendront compléter en cours d'année le profil du produit.

Le catalogue sera périodiquement mis à jour, pour tenir compte des mouvements d'autorisation ou de retrait des produits.

Par ailleurs, une plaquette "**Pesticides Mode d'emploi**" est disponible auprès du Ministère.

Elle contient des informations pratiques pour protéger les végétaux, garantir la sécurité des utilisateurs et des consommateurs, préserver l'environnement.

LE "PMPOA" REDÉMARRE

Deux arrêtés, celui du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevages et l'arrêté du 7 mars 2002 concernant le projet d'amélioration des pratiques agronomiques prévus aux articles 6 et 7 du décret n° 2002-26 du 4 janvier 2002, sont parus au journal officiel du 21 mars 2002.

Une première circulaire précisant les points indispensables au redémarrage du Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricoles - **PMPOA** - (mode de délimitation des zones d'actions prioritaires, critères d'éligibilité...) a été signée le 19 avril 2002.

Une deuxième circulaire concernant l'instruction des dossiers, devrait paraître d'ici l'automne.

Rappelons que les critères d'éligibilité des élevages sont dans l'ordre :

- tous les élevages, quelle que soit leur taille, situés dans les zones vulnérables ;

- les élevages de plus de 90 Unités Gros Bovins (UGB) - 70 UGB pour les jeunes agriculteurs - situés hors des zones vulnérables ;

- les élevages quelle que soit leur taille, situés dans des zones d'actions prioritaires définies par arrêté des Préfets de Région après avis du Conseil d'Administration des Agences de l'Eau.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE
ET DES AFFAIRES RURALES - DERF**
78 rue de Varenne - 75349 Paris 07 SP
Tél. : 01 49 55 49 55
www.agriculture.gouv.fr

BRL :

SÉCURITÉ DE L'AEP D'ALGER

Le déficit pluviométrique a été tel ces dernières années en Algérie que le barrage de Keddara, principale ressource du Grand Alger, a atteint la cote de sa réserve non exploitable.

Face à cette situation, l'Administration a dû décider de limiter la distribution d'eau à Alger à raison d'un jour sur trois...

L'Agence Nationale des Barrages a confié à **BRLingénierie** une mission de maîtrise d'œuvre complète (Avant-Projet - dossier d'Appel d'Offres - Jugement des Offres - Projet d'Exécution - Assistance technique au Maître d'ouvrage) et a lancé un avis d'appel d'offres national et international restreint d'entreprises et groupements d'entreprises pour les travaux de réalisation du projet de la sécurité de l'alimentation en eau potable d'Alger.

Les travaux qui sont prévus pour ces transferts représentent un investissement très important et un pari technique, administratif et financier pour tous les participants.

Ces travaux consistent en la réalisation de près de 70 km d'adducteur, trois stations de pompage, des réservoirs et une station de traitement permettant de fournir à Alger 150 000 m³/j d'eau traitée.

BRL

1105, avenue Pierre Mendès France – BP 4001
30001 NIMES CEDEX 5
Tél. : 04 66 87 50 00 - Fax : 04 66 84 25 63
www.brl.fr

ECO SWIM :

UN TRAITEMENT SIMPLE ET NATUREL POUR LES PISCINES

Avec **ECOSWIM**, en un seul traitement simple (verser dans le bassin deux produits pré-dosés et pré-conditionnés), ne nécessitant aucune installation préalable, les heureux propriétaires d'une piscine peuvent plonger sans arrière pensée, et garder le plaisir de l'eau, sans inconvénients. Ce procédé, à base d'oxygène actif, sans chlore, a été développé par EOTEC, une PME de la région Toulousaine, spécialisée dans le traitement des eaux et breveté avec l'IFP (Institut Français du Pétrole).

ECOSWIM, testé en grandeur nature pendant un an, auprès de plus de 400 personnes a été plébiscité par ceux qui ne souhaitent pas jouer les apprentis chimistes pour entretenir leur piscine.

EOTEC

300 route de Montauban - 31660 BESSIERES
Tél. : 05 61 84 57 65 - Fax : 05 61 84 37 56
ecoswim@ecoswim.fr
www.ecoswim.fr

ITT FLYGT FRANCE :

CROISSANCE DE 13 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR 2001

ITT Flygt France, filiale du groupe ITT Flygt, premier fabricant mondial de pompes et agitateurs submersibles, annonce pour 2001 un chiffre d'affaires de 81 millions d'Euros contre 71 en 2000, soit une augmentation de 13,22 % par rapport à l'année précédente.

Grâce à une forte progression en volume sur les principaux marchés et à la rationalisation apportée par la montée en régime du centre de distribution SDC de Metz, le résultat avant impôt s'élève à 6,5 millions d'euros contre 4 en 2000.

Dans le segment très concurrentiel des pompes pour l'assainissement, Flygt profite de l'effet "pompes N" produit à haut rendement, conçu selon le principe "LCC" qui permet d'optimiser le coût global d'un produit sur son cycle de vie.

Le marché des travaux publics a constitué un autre point fort, et les pompes pour chantier accusent une hausse

de plus de 40 % en volume grâce notamment à quelques gros projets.

Le marché de l'équipement des "bassins d'orage" où Flygt présente une offre complète pompe, hydroéjecteurs, agitateurs et systèmes de supervision électroniques, est en expansion significative.

A l'export (11,5 % de l'activité), en plus de la livraison du matériel pour les stations du Caire et de Samut Prakarn en Thaïlande, la fin de l'année a vu la commande de 10 pompes de 90 kW sur flotteurs pour l'alimentation de secours de la ville d'Alger, touchée par une sécheresse persistante.



ITT FLYGT FRANCE

Parc de l'Île – 29, rue du Port – 92022 Nanterre Cedex
Tél. : 01 46 95 33 33 - Fax : 01 46 95 33 79
www.flygt.fr

SAUR :

UN PROCÉDÉ INNOVANT ET ÉCOLOGIQUE DE RÉDUCTION DES BOUES D'ÉPURATION

Les chercheurs de la Direction Technique du Groupe SAUR ont découvert qu'en isolant certains micro-organismes, souches mycéliennes (moisissures), en partie présentes dans les boues, s'opérait une réduction naturelle du volume. La matière réduite est totalement oxydée sous forme d'éléments gazeux et d'eau, ne générant aucun résidu et aucune pollution secondaire.

Les différentes souches mycéliennes ont été identifiées et isolées en amont, puis assemblées afin de constituer un cocktail qui est associé aux boues. Afin d'assurer la production et la fourniture du cocktail en quantité suffisante, le Groupe SAUR travaille avec un partenaire industriel, **BIOVITIS**.

Le cocktail mycélien est élaboré in situ, grâce à un bioréacteur qui permet l'auto-entretien des espèces ainsi que leur bio-augmentation. Connecté en continu au bassin, le bioréacteur alimente automatiquement les cuves de traitement aérobie. Ainsi, les boues peuvent reprendre le circuit habituel de recyclage ou d'élimination sans modifier l'écosystème.

Grâce au procédé " **MycET™**", le Groupe SAUR dispose d'une réponse concrète, économique et écologique pour la filière d'élimination et de stockage des boues d'épuration. En réduisant très significativement le volume des boues, on diminue de fait les dépenses traditionnelles de traitement. Aujourd'hui, les coûts par filières de recyclage et d'élimination varient entre 35 et 100 euros par tonne.

La mise en œuvre du procédé nécessite des ouvrages et des équipements standards.

□ SAUR distingue un chercheur spécialiste des boues résiduaire.

Le Groupe SAUR, a décerné le 29 mai à **Jean-Christophe BAUDEZ**, le premier prix du jury SAUR / AGHTM pour sa thèse sur la "Rhéologie et physico-chimie des boues résiduaire pâteuses pour l'étude du stockage et de l'épandage".

Agé de 31 ans, Jean-Christophe BAUDEZ s'est vu remettre un chèque d'un montant de 7 650 euros. En 2001, Jean-Christophe Baudez a obtenu son Doctorat à l'ENGREF pour cette même thèse avec la mention très honorable et les félicitations du jury. Sa thèse vise à décrire les caractéristiques des boues avec comme objectif l'optimisation des procédés de stockages et des techniques d'épandage.

SAUR FRANCE

1, avenue Eugène Freyssinet
78064 Saint Quentin en Yvelines Cedex
Tél. : 01 30 60 26 94
www.saur.com

VIVENDI ENVIRONNEMENT ET AXA PRIVATE EQUITY NÉGOCIENT UN LBO DE BONNA SABLA

Vivendi Environnement et AXA Private Equity ont engagé des négociations exclusives en vue de la cession par Vivendi Environnement de BONNA SABLA, filiale de Vivendi Water, à AXA Private Equity.

Leader français des éléments en béton, BONNA SABLA est essentiellement présent sur les marchés des travaux publics (adduction d'eau, assainissement, génie civil, environnement urbain, traverses de chemin de fer). BONNA SABLA occupe environ 30% du marché grâce à une implantation de proximité assurant une couverture complète du territoire. BONNA SABLA est également présent au Royaume-Uni, en Espagne, en Tunisie et en

Egypte. BONNA SABLA a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 405 millions d'euros, dont 25 % à l'étranger.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de cessions annoncé par Vivendi Environnement de ses activités non stratégiques.

GÉNÉRALE DES EAUX - VIVENDI

52 rue d'Anjou - 75008 PARIS
Tél. : 01 49 24 49 24 - Fax : 01 48 04 07 46
www.vivendi.com

ONDEO SE RENFORCE SUR LE MARCHÉ DE L'EAU EN CHINE

Ondeo, le pôle eau de SUEZ, a annoncé la signature de deux nouveaux contrats en Chine pour une valeur totale d'environ 460 millions d'euros. A Qingdao, Ondeo assurera la gestion des services d'eau pour 2,3 millions d'habitants de cette ville côtière. Ce qui porte à 12 millions la population desservie par Ondeo en Chine. A Shanghai, Ondeo va reconstruire deux usines de traitement d'eau à Nanshi et à Yangshupu.

Ces nouveaux contrats confortent la position de SUEZ sur les services liés à l'eau en Chine, marché où Ondeo est présent depuis les années 70. Leur signature suit de très peu celle de deux autres contrats très importants. Le mois dernier, Ondeo a signé un accord cadre de 30

ans à Chongqing, le premier accord de ce type depuis début avril, date de l'ouverture du marché de la distribution d'eau à des opérateurs privés. En mars 2002, Ondeo a signé, avec Shanghai Chemical Industrial Park (SCIP), le plus grand contrat industriel dans le domaine de l'eau en Chine, d'une valeur de 600 millions d'euros.

SUEZ-ONDEO

18 Square Edouard VII - 75316 PARIS cedex 09
Tél. : 01 46 95 50 00 - Fax : 01 46 95 43 15
www.ondeo.com

HYDROQUÉBEC

EN HARMONIE AVEC LES GENS ET LA NATURE

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de concilier le développement des entreprises avec la protection de l'environnement et le développement durable. C'est dans cet esprit qu'**HYDRO-QUEBEC** présente son document **Performance environnementale et rôle social 2001**.

Plus de 93 % de l'énergie produite par Hydro-Québec est d'origine hydraulique ; il s'agit d'une énergie propre, renouvelable et sanitaire. Hydro-Québec contribue ainsi à la réduction des gaz à effet de serre et à l'amélioration de la qualité de l'air en Amérique du Nord. Conformément à son Plan stratégique 2002-2006, l'entreprise entend donc poursuivre le développement de sa capacité de production en continuant à privilégier la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du Québec, avec des projets rentables, acceptables du point de vue de l'environnement et accueillis favorablement par les communautés locales. Hydro-Québec prévoit aussi de diversifier son parc de production en alliant la performance des aménagements hydroélectriques à la souplesse de la filière thermique de façon à assurer la sécurité d'approvisionnement des Québécois. Une première centrale thermique au gaz naturel, la centrale à cycle combiné du Suroît, pourrait être ainsi mise en service dès la fin 2006. La technologie qu'on projette d'y utiliser intègre ce qui se fait de mieux en matière de réduction d'émissions polluantes.

Hydro-Québec est aussi le plus important acheteur d'énergie éolienne au Canada. Elle s'engage à appuyer le développement du potentiel éolien du Québec par un programme d'achats ciblés qui, à compter de 2004, pourrait atteindre quelques 50 à 75 MW de plus par année. De même, un plan global en efficacité énergétique portant sur un horizon de trois ans sera opposé et soumis à la Régie de l'énergie vers la fin 2002.

Hydro-Québec a entrepris, en 1997, l'implantation de systèmes de gestion environnementale conformes à la norme ISO 14001. A la fin 2001, 60 % de cet objectif était atteint et l'exercice d'implantation devrait s'achever en 2003.

Par ailleurs, Hydro-Québec a publié en 2001 la synthèse des connaissances environnementales acquises en milieu nordique de 1970 à 2000. Cette publication dresse un bilan des enseignements livrés par 30 années d'études environnementales menées dans les milieux aquatiques, terrestres et humains du Nord du Québec. La somme des connaissances acquises permet de tirer des conclusions et des enseignements fondés sur des faits qui, compte-tenu de leur valeur scientifique, devraient contribuer à l'accélération des processus d'examen et d'évaluation des futurs projets.

Sur le plan social, mentionnons notamment la création de la **Fondation Hydro-Québec** pour l'environnement, qui a pour but de soutenir, en partenariat avec les organismes du milieu, des interventions concrètes et durables. L'entreprise a, de plus, consacré au-delà de 14,7 millions de dollars à des chaires de recherches universitaires, à différentes causes humanitaires et à de multiples événements.

En outre, par la présence de ses installations dans toutes les régions du Québec, l'entreprise est un acteur important de l'aménagement du territoire et du développement économique. Pour l'ensemble de ses interventions, Hydro-Québec recherche la participation des collectivités, des populations locales et des communautés autochtones. En 2001, ces relations de collaboration ont conduit à la conclusion de près de quarante ententes. A titre d'exemple, la signature d'une entente tripartite avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération Québécoise des municipalités vise à améliorer les relations entre l'entreprise et les municipalités en matière d'évaluation foncière.

HYDRO-QUÉBEC

75, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec), Canada H2Z 1A4
www.hydroquebec.com

CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

LA GESTION URBAINE DE L'EAU IMPASSE OU ESPOIR ?

Le **Conseil Mondial de l'Eau** a organisé en 2001, en collaboration avec l'UNESCO et l'Académie de l'Eau un colloque intitulé "**Nouvelles frontières de la gestion urbaine de l'eau : impasse ou espoir ?**"

Les experts se sont penchés sur les défis concernant la gestion urbaine de l'eau, les problèmes d'intégration des infrastructures et l'émergence de nouveaux paradigmes pour les ressources en eau et pour l'assainissement.

Une version CD-ROM des actes est disponible auprès du CME. Une version papier est diffusé par les Presses de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.

CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

10 place de la Joliette - 13304 MARSEILLE Cedex 2
Tél : 04 91 99 41 00 - Fax : 04 91 99 41 01
www@worldwatercouncil.org
www.worldwatercouncil.org

“CONFERENCIA INTERNACIONAL DE ORGANISMOS DE CUENCA”

DU 4 AU 6 NOVEMBRE 2002 À MADRID

Le Ministère espagnol de l'Environnement organise du 4 au 6 novembre prochain une Conférence Internationale des Organismes de Bassin dans le but d'offrir un forum de discussion sur les expériences réalisées par ces entités, et par la même de disposer d'éléments permettant d'affiner les dispositifs de mise en place de la gestion intégrée de la ressource.

Cette manifestation coïncide avec le 75^{ème} anniversaire de la création des Organismes de Bassin en Espagne, pays précurseur en ce domaine.

SECRETARÍA DE LA CONFERENCIA

TILESA OPC SL
Londres 17 - 28028-Madrid - España
Tél. : 34 913 612 600 - Fax : 34 913 559 208
cioc.madrid2002@tile.es
www.cioc.tile.es

MÉDITERRANÉE : LA GESTION DE LA DEMANDE EN EAU

DU 3 AU 5 NOVEMBRE 2002 À ROME

Dans la plupart des pays méditerranéens, les prélèvements en eau approchent l'ordre de grandeur des ressources disponibles.

La gestion de la demande doit donc être considérée comme la principale voie de progrès des politiques de l'eau.

Depuis 1997, de nombreuses actions ont été entreprises en ce sens en Méditerranée à des échelles locales, nationales et internationales et il paraît donc très utile de s'informer mutuellement de ces expériences. C'est dans ce but que l'ensemble des Etats riverains et la Communauté Européenne ont demandé au **Plan Bleu** lors de la 12^{ème} réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone (Monaco, 14 au 17 novembre 2001) de "réali-

ser une première évaluation des efforts entrepris et des difficultés à surmonter". Le Forum de Rome a cet objectif et permettra d'aboutir à de nouvelles propositions à l'attention de l'ensemble des Etats méditerranéens et de leurs partenaires.

PLAN BLEU

Centre d'activité régional du PAM
15, rue Beethoven - 06560 Sophia Antipolis
Tél. : 04 92 38 71 30 - Fax : 04 92 38 71 31
planbleu@planbleu.org
www.planbleu.org

"LES PASSERELLES POUR L'EAU EN MÉDITERRANÉE"

Du 8 au 11 juillet dernier, la chaire UNESCO interdisciplinaire pour une gestion durable de l'eau, en collaboration avec l'Alliance Maghreb - Machrek pour l'eau et le Secrétariat International de l'Eau, a organisé "la première passerelle pour l'eau en Méditerranée", à Fès (Maroc) sur le thème "**Gouvernance et gestion sociale de l'eau**". Cette manifestation a vu la participation de représentants d'organisations impliquées dans le domaine de l'eau et du développement durable mais également celle de représentants des secteurs public, privé, associatif, de parlementaires et du monde politique en général ainsi que des experts nationaux et internationaux.

Tout en privilégiant le débat et l'échange d'expérience, elle était conçue de manière à associer des séances plénières et des ateliers thématiques autour des axes ci-après :

Plénières :

- Gouvernance de l'eau : la dimension sociale, un paradigme à réhabiliter ?
- Gouvernance et gestion sociale de l'eau : connaissances et compétences pour de nouveaux jeux d'acteurs.

Ateliers thématiques :

- De la connaissance à l'action : concepteurs, acteurs et partenaires ;
- Eau, rareté, éthique et justice sociale ;
- Eau, santé et environnement : de la prévention à la protection qualitative de l'eau ;
- Eau, coopération et conflit, quelles logiques de gestion ?
- Coûts, sources et modes de financement de la gestion sociale de l'eau ;
- La Gouvernance de l'eau : rôle et médias ;
- Gestion sociale de l'eau et renforcement des capacités : formation et information.

Parallèlement une Pétition Mondiale en faveur d'une Convention Cadre Internationale sur l'Eau, ainsi qu'une campagne de sensibilisation "Eau, hygiène et santé" ont été lancées.

UNESCO

B.P. 1777 RP - Rabat - MAROC
Tél. : 212 37 67 03 72 - Fax : 212 37 67 03 75
rabat@unesco.org

CAP-NET

UNE INITIATIVE POUR LA GESTION INTÉGRÉE DE LA RESSOURCE

A l'initiative du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et avec le soutien du Gouvernement néerlandais a été créée en 2001 le **réseau Cap-Net**.

Associé au **Global Water Partnership**, Cap-Net sert de réseau global qui agit en tant que promoteur de programmes nationaux et régionaux pour l'éducation et la formation à la gestion intégrée des ressources en eau.

Les administrateurs de Cap-Net ont identifiés un certain nombre d'organismes dans le monde présentant une expérience dans le domaine, prêts à s'engager dans une approche multidisciplinaire du problème, à accepter une démarche participative et sensibilisés au rôle des femmes dans la gestion de la ressource.

Partenaires de Cap-Net, ces entités bénéficient de son appui technique (téléformation, traduction ...) pour former professionnels et décideurs aux méthodes de gestion intégrée.

En France, le **RIOB** est partenaire de Cap-Net.

CAPNET

Board of Trade Building
1129 20th Street, NW - Washington, DC 20036
www.capnet.org

“THE INTERNATIONAL WATER ACADEMY”

1^{ER} NUMÉRO D'UNE NEWSLETTER

L'Académie Internationale de l'Eau, créée à la suite de la Conférence Internationale de Paris sur l'Eau et le Développement Durable en 1998, et basée à Oslo, vient de publier sa première lettre d'information. On y découvre ses actions en cours et ses projets.

Tout d'abord, un programme pilote de formation à la gestion intégrée de la ressource et à la résolution des conflits. Suivie par sept étudiants venus d'Égypte, du Soudan, d'Éthiopie et d'Ouganda, cette formation a commencé par des cours au National Water Research Centre du Caire, puis de stages au sein de divers organismes du domaine de l'eau en Norvège. Elle s'achèvera au printemps 2003 par un stage sur le suivi de la qualité des eaux en Jordanie.

L'Académie participe, avec la Norwegian Church Aid, une des principales ONG à vocation humanitaire, à un programme de réhabilitation des infrastructures eau, assainissement en Afghanistan. Prévu pour durer 8 mois, ce projet a un budget de 1,25 MUS\$.

Une version test d'un **atlas digital présentant les conflits** liés à l'eau dans le monde a été développée.

La poursuite de ce projet est subordonnée à l'obtention de crédit.

En 2001, une étude a été menée en Afrique de l'Est sur un des **systèmes d'alerte pour les inondations et les sécheresses**, en vue de prévenir les conflits. Cette phase pilote devrait être suivie d'une analyse complémentaire en 2002.

THE INTERNATIONAL WATER ACADEMY

Nedre Slottsgate 25, NO-0157 - Oslo - Norway
Tél. : +47 22 42 81 00 - Fax : +47 22 42 81 06
www.thewateracademy.org

“STOCKHOLM WATER SYMPOSIUM”

DU 11 AU 17 AOÛT 2002 - STOCKHOLM

La 12^{ème} édition du Stockholm Water Symposium sera consacré cette année à “**l'équilibre entre les différents usages de l'eau - Bilan actuel et perspectives**”. Il présentera comment la ressource en eau, unique, est utilisée pour de multiples usages dans toutes les parties du monde, et ce qu'il sera nécessaire de faire pour atteindre l'équilibre, sans léser les différents usagers.

Cette semaine mondiale de l'eau verra aussi l'attribution de différents prix dont le **Stockholm Water Prize**, qui sera remis cette année au professeur d'origine vénézué-

lienne **Ignacio RODRIGUEZ-ITURBE**, pour ses travaux sur les interactions entre le climat, le sol, la végétation, les inondations et les sécheresses.

STOCKHOLM INTERNATIONAL WATER INSTITUTE

Sveavägen 59 - SE-113 59 STOCKHOLM
Tél. : 46 8 522 139 60 - Fax : 46 8 522 139 61
siwi@siwi.org
www.siwi.org

CREPA

DES FORMATIONS EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Le **Centre Régional d'Eau Potable et d'Assainissement à faible coût** (CREPA) organise à la demande des cours relatifs aux thèmes ci-dessous et libellés en fonction des besoins spécifiques de ses clients :

- Techniques d'animation des programmes d'eau et d'assainissement ;
- Drainage des eaux pluviales : gestion participative des inondations ;
- Stratégies de gestion des déchets dans les villes secondaires et dans les quartiers périphériques ;
- Décentralisation et gestion communautaire de l'environnement par les méthodes participatives ;
- Hygiène de l'environnement scolaire ;
- Construction d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;
- Pérennisation des programmes d'AEPA en zones rurales et périurbaines par la pratique du SARAR/PHAST (gestion participative).

Parmi les prochains stages :

- L'approche “Genre” dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement à Dakar, Sénégal (05-16/08/2002).
- La planification pour un recouvrement durable des coûts d'approvisionnement en eau des communautés à Ouagadougou, Burkina Faso (03-14/12/2002).

CREPA 03

BP 7112 - OUAGADOUGOU 03 - BURKINA FASO
Tél. : 226 36 62 10 - Fax : 226 36 62 08
crepa@fasonet.bf

VICTOIRES-ÉDITIONS :

GUIDE DES AIDES FINANCIÈRES POUR L'ENVIRONNEMENT

En 1998, **Victoires-Editions**, la maison d'édition d'**Environnement Magazine**, édite pour la première fois un guide permettant aux décideurs en matière d'environnement (collectivités territoriales, entreprises, exploitant agricoles ...) et aux sociétés d'études d'identifier rapidement les organismes de financement liés à la protection et à la gestion de l'environnement.

En 2002, pour répondre à l'accroissement des besoins financiers dans le domaine de l'environnement, une seconde version du guide, entièrement repensée, présente une liste exhaustive des aides, primes, avances, déductions fiscales, subventions, et autres financements accordés par des organismes en France métropolitaine (le guide couvre les 22 régions françaises), dans les DOM-TOM et en Europe.

Au total, ce sont plus de 520 aides qui sont regroupées dans cette nouvelle édition.

Le classement des aides a été établi en fonction de 18 grands thèmes : agriculture, air, aménagement et urbanisme, bâtiment, déchets, eau, formation, emploi, risques, transports ...

Chaque aide financière est recensée sous forme de fiche précisant le type de projet envisagé, les bénéficiaires,

l'organisme financeur, les conditions d'attribution, le montant de l'aide et les mots-clés.

Pour une recherche rapide et efficace, deux index viennent compléter les fiches :

- Le premier index répertorie les 37 organismes de financement mentionnés dans le guide et classés par ordre alphabétique, leurs coordonnées et un récapitulatif des aides qu'ils accordent.
- Le second permet d'affiner et de moduler la recherche grâce à 83 mots-clés qui renvoient directement à la fiche correspondant à l'aide recherchée.

Plusieurs niveaux d'approche sont ainsi proposés, afin que chaque lecteur puisse accéder directement au type d'aide recherchée.

VICTOIRES-ÉDITIONS

38 Rue Coix-Des-Petits-Champs - 75001 PARIS
Tél. : 01 53 45 89 00 - Fax : 01 42 60 10 41

HERMÈS / LAVOISIER :

L'ACCÈS PUBLIC AUX ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Laurent MERMET et Patrick MOQUAY (ENGREF) viennent d'éditer aux éditions **Hermès / Lavoisier**, sous le titre "**l'accès du public aux espaces naturels, outils d'analyse, méthodes de gestion**", les actes du colloque qui s'est tenu les 24, 25 et 26 septembre à Clermont-Ferrand, avec le soutien de la DATAR et de la fondation d'entreprise Gaz de France.

Les pratiques de nature et leur condition première, l'accès aux espaces, se posent avec une intensité et des formes nouvelles. Quelles régulations mettre en oeuvre ? Comment revendiquer de nouveaux usages, voire un multi-usage généralisé pour les espaces, tout en souhaitant une protection renforcée de leur intégrité ? Comment faciliter l'accès de tous en préservant les droits des titulaires de ces espaces ?

Les cadres économiques, sociologiques, juridiques, géographiques, institutionnels de cette régulation sont à revisiter et, en partie, à inventer ou réinventer. L'ouvrage, en rassemblant une trentaine de contributions, propose une première synthèse des réflexions menées sur cette question. Il s'appuie à la fois sur des analyses pluridisciplinaires, sur des comparaisons internationales et sur l'examen méthodique de situations concrètes de gestion.

TEC&DOC - LAVOISIER

14 rue de Provigny - 94236 CACHAN Cedex
Tél. : 01 47 40 67 00 - Fax : 01 47 40 67 02
www.lavoisier.fr

DALIAN :

LE GUIDE DE L'ENVIRONNEMENT - DÉCHETS ET REJETS INDUSTRIELS

Une réglementation abondante et complexe encadre la gestion de tous les types de déchets et rejets, accompagnée de toute une batterie de sanctions et d'incitations financières.

C'est dans le cadre de cette démarche environnementale que les **Editions Dalian** proposent cet ouvrage qui s'attache à rationaliser la gestion des déchets, pour faire coïncider impératifs de rentabilité et dispositions légales.

En présentant toutes les données d'un diagnostic Environnement, ce guide vous permet de faire le point sur les atouts et les lacunes des installations et de détermi-

ner les étapes d'un plan d'action. Décryptant aussi bien les textes officiels que des dizaines de sigles obscurs (Drire, Ademe, Ineris, Fnad, Federec, BDI, TGAP...), il clarifie les enjeux et le rôle de chacun des acteurs, des services préfectoraux aux organismes accréditeurs, en passant par les sous-traitants, les consultants spécialisés et les bureaux d'études.

EDITIONS DALIAN

21-23, rue des Ardennes - 75927 PARIS Cedex 19
Tél. : 01 44 72 46 72 - Fax : 01 44 72 29 88
www.editions-dalian.fr

AGRICULTURE DURABLE : UNE COLLECTION DE CAHIERS TECHNIQUES

Le **Réseau Agriculture Durable**, Association de développement agricole rassemblant 2000 agriculteurs de l'Ouest de la France, édite la première collection française des cahiers techniques de l'agriculture durable qui connaît un large succès dans le monde agricole francophone (8000 exemplaires diffusés). Ces cahiers s'adressent tout particulièrement aux élèves de l'enseignement agricole, aux animateurs, aux techniciens, aux agriculteurs et aux enseignants.

Cette collection est composée de cinq cahiers :

- Cultiver son autonomie en protéines (lupin, pois, féverole... en complément de l'herbe),
- Construire et conduire un système herbager économe,
- Evaluer la durabilité d'un système de production (approche globale, méthodes et diagnostics),
- Gérer haies et bocage avec les plans de gestion des haies,

- Réduire les intrants avec le bilan des minéraux.

Dans ces cahiers, on trouvera des reportages, des interviews d'agriculteurs, des collaborations de chercheurs et d'associations agricoles, ainsi que des articles d'élèves qui ont participé à la rédaction de certains cahiers.

Ces cahiers sont disponibles au Réseau agriculture durable au prix de lancement de 8,40 EUR l'exemplaire franco de port soit la collection à 42 EUR. Pour les établissements d'enseignement agricole, le prix passe à 5,35 EUR l'exemplaire à partir de 15 exemplaires commandés.

RÉSEAU AGRICULTURE DURABLE

97, av. André Bonnin - BP 17 141
35 571 CHANTEPIE Cedex
Tél. : 02 99 77 39 18
bocage@wanadoo.fr

IWA : DEUX NOUVEAUX TITRES

"RESPIROMETRY IN CONTROL OF THE ACTIVATED SLUDGE PROCESS : BENCHMARKING CONTROL STRATEGIES"

Ce rapport est une source d'informations pour les professionnels en charge de la gestion et du contrôle des systèmes à boues activées, mais aussi pour ceux qui élaborent des logiciels de simulation du fonctionnement des boues.

Les producteurs de respiromètres y trouveront aussi de nombreuses informations. L'ouvrage est complété par un CD-ROM.

"BIOLOGICAL PHOSPHORUS REMOVAL MANUAL FOR DESIGN AND OPERATION"

Recherches fondamentale et appliquée sur la déphosphatation biologique sont décrites dans cet ouvrage qui constitue un état de l'art dans ce domaine.

Des conseils pour la conception et le dimensionnement des installations sont données pour optimiser leur fonctionnement.

IWA

Alliance House
12 Caxton Street - LONDON SW1H 0QS
Tél. : 44 20 76 54 55 00 - Fax : 44 20 76 54 55 55
www.iwap.co.uk

CONSEIL RÉGIONAL DE FRANCHE-COMTÉ : UNE BROCHURE POUR MIEUX UTILISER LES PESTICIDES



Le **Conseil Régional de Franche-Comté**, vient d'éditer, sous l'égide de l'**Observatoire Régional de l'Environnement**, une plaquette qui vise à faire prendre conscience aux utilisateurs de produits phytosanitaires (ou autres pesticides) des risques de pollution des eaux induits et à les engager à mettre en oeuvre, dès à présent, tous les moyens à leur disposition pour réduire ces risques.

C'est le **GREPPES** (Groupe Régional d'Étude de la Pollution par les Phytosanitaires des Eaux et des Sols), qui a réalisé, sur la période 1998-2000, un suivi de la qualité des eaux superficielles comme des eaux souterraines, ayant pour objectif essentiel de comprendre les processus de contamination des eaux par les produits phytosanitaires. Les premiers résultats de ces travaux sont présentés dans cette brochure.

CONSEIL RÉGIONAL DE FRANCHE-COMTÉ

4 square Castan - 25031 BESANÇON Cedex
Tél. : 03 81 61 61 61 - Fax : 03 81 83 12 92
www.cr-franche-comte.fr

LU DANS LA PRESSE

CEMAGREF :

UNE LETTRE POUR LES PARTENAIRES



Le CEMAGREF vient de lancer "La lettre du CEMAGREF à ses partenaires".

Son ambition est de mieux faire connaître les activités et la vie de l'Institut, et de partager quelques uns des résultats de ses travaux.

Institut public de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement, le CEMAGREF contribue au développement durable des territoires en aidant à protéger et

à gérer les hydrosystèmes et les milieux terrestres, à dynamiser les activités qui les valorisent et à prévenir les risques qui leur sont associés. Les exemples de résultats de recherche et d'expertise présentés illustrent à la fois la diversité de ses thématiques et l'interdisciplinarité de ses approches. Ils montrent également combien ses travaux sont étroitement liés à la richesse et à la diversité de son partenariat de tous les jours avec la communauté scientifique, la puissance publique, les entreprises, l'enseignement, les organisations professionnelles et les collectivités territoriales pour traiter de systèmes complexes le plus souvent en relation avec des questions de société.

CEMAGREF

Parc de Tourvoie - b.p. 44 - 92163 Antony cedex
Tél. : 01 40 96 61 29 - Fax : 01 40 96 61 39
www.cemagref.fr

"ENVIRONNEMENT, RISQUES ET SANTÉ"

UNE NOUVELLE REVUE

"Environnement, Risques et Santé" est né d'un besoin d'information et d'échange entre les scientifiques, ingénieurs et médecins travaillant dans des domaines très différents, mais dont la préoccupation principale est de connaître les conséquences réelles des pollutions environnementales sur la santé.

Cette revue, transversale, analyse le risque environnemental dans toutes les disciplines concernées, climatologie, toxicologie, épidémiologie, biophysique, sciences du sol et de l'eau, ... au travers de débats scientifiques, de synthèses sur l'état de la recherche internationale et de publications originales.

Le n°1 contient, entre autre, une note technique sur les systèmes d'information en santé environnementale.

ÉDITIONS JOHN LIBBEY EUROTExT

127 avenue de la République - 92120 MONTROUGE
Tél. : 01 46 73 06 60 - Fax : 01 40 84 09 99
contact@jle.com
www.john-libbey-eurotext.fr

ENVIRONNEMENT

MAGAZINE :

DES ÉOLIENNES POUR AÉRER L'EAU



Dans son n°1606, "Environnement Magazine" rapporte l'expérience du village de Péret, dans l'Hérault.

Devant augmenter la capacité de sa station d'épuration, la petite commune a choisi le lagunage. Deux hectares de bassins ont ainsi été créés, 100 m au-dessus du niveau de l'ancienne STEP. Devant les frais occasionnés par plus de 800 m de raccords électriques, la municipalité a choisi deux aérogénérateurs de 7,5 m de

haut avec un débit de refoulement de 15 m³/j. Coût de l'installation (bassins + éoliennes + pompes) : 340 000 euros.

ENVIRONNEMENT MAGAZINE

38 rue Croix-des-petits-champs - 75001 PARIS
Tél. 01 53 45 89 00 - Fax. 01 53 45 89 11
contact@environnementmagazine.com

LA LETTRE DU HÉRISSEON :

UNE VICTOIRE POUR LE LITTORAL

Dans un article de son numéro 203, la revue de France Nature Environnement revient sur la victoire obtenue contre l'article 12 du projet de loi sur la Corse. Ce fameux article ouvrait une brèche dans la loi littoral de 1986 en autorisant les constructions dans les zones vierges de toute urbanisation.

Une formidable mobilisation a eu lieu tant au niveau d'association de défense de l'environnement que de personnalités.

Finalement, le 27 novembre 2001, les députés, en 2^{ème} lecture, ont repoussé les paragraphes très controversés de cet article 12.

Mais le littoral, objet de nombreuses convoitises, n'est qu'en sursis : en effet, la loi de 1986 n'est que très partiellement appliquée, en Corse comme ailleurs.

LA LETTRE DU HÉRISSEON

57 rue Cuvier - 75231 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01 47 07 22 35 - Fax : 01 43 36 84 67

“GLOBAL WATER PARTNERSHIP :

HYDRO RESOURCE MANAGEMENT”

Le “Global Water Partnership” lance une nouvelle revue, “Hydro Resource Management” afin de faire connaître et de partager les expériences de gestion de la ressource.

Une vision globale des pressions exercées sur l'eau, et des dispositifs de gestion intégrée disponibles doit permettre de mieux garantir l'accès à une eau saine.

C'est la vocation de ce nouveau titre de présenter ces éléments de manière simple et précise.

GWP - Sida

SI 05 25 STOCKHOLM

Tél. : 46 0 8 698 50 00 - Fax : 46 0 8 698 56 27

www.gwpforum.org

LE COURRIER DE LA COFHUAT

LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES TRAVAUX PUBLICS

“Les entreprises de travaux publics, grandes ou petites, ne sont pas là pour polluer le paysage avec du béton”.

C'est la **Confédération Française pour l'Habitat, l'Urbanisme, l'Aménagement du Territoire et l'Environnement** qui l'affirme dans sa lettre du 1^{er} trimestre.

Ces entreprises sont aux ordres et au service de leurs maîtres d'oeuvre et d'ouvrage, (Etat, collectivités territoriales ou entreprises publiques). Elles sont inventives et souvent elles innovent pour trouver de vraies solutions aux problèmes que posent le développement de la vie collective. En tous cas, elles participent utilement et activement à la recherche de solutions réalistes.

Dans le domaine de l'eau, le Conseil Economique et Social estime que 23 MD€ devront être investis rien qu'au titre de l'entretien et de la réhabilitation du patrimoine des travaux publics, afin de respecter les obligations européennes.

La lutte contre les inondations, via digues et barrages, la réhabilitation des sites pollués sont aussi quelques uns des domaines où les entreprises de travaux publics sont impliqués.

La **Fédération Nationale des Travaux Publics** vient d'ailleurs de publier, en partenariat avec le **Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable**, et de

l'Association des Maires de France, un guide des bonnes pratiques environnementales.

Il s'adresse à tous les intervenants de l'acte de construire : les entreprises, les maîtres d'ouvrage, maîtres d'oeuvre et riverains, de la phase de la conception de l'ouvrage à sa déconstruction.

Publié dans un contexte marqué par une forte évolution des conditions réglementaires, techniques et économiques de réalisation d'un ouvrage, il traite de tous les aspects environnementaux. Il précise les responsabilités et attributions de tous les acteurs impliqués dans la mise en oeuvre des opérations d'aménagement public. Il souligne aussi l'importance de la phase de concertation présente à toutes les phases d'un chantier. Il aborde ensuite la prise en compte de l'environnement par l'entreprise.

Ce document constituera un outil d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent s'engager plus avant dans une démarche volontariste de management environnemental.

LE COURRIER DE LA COFHUAT

18/26 rue Goubet - 75959 PARIS CEDEX 19

Tél. : 01 40 40 70 83 - Fax : 01 40 40 70 74

www.cofhuat.org

info@cofhuat.org

LE VRAI JOURNAL :

IL Y A AUSSI UNE GUERRE POUR L'EAU ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE

Le n°22 du “Vrai Journal” de Karl Zéro consacre un article à la guerre de l'eau entre Israël et la Palestine.

En Israël, la sécurité hydraulique est classée secret défense depuis 1967. Ce pays dispose de trois sources : le lac de Tibériade, l'aquifère du littoral et l'aquifère de la Montagne. Ce dernier est l'unique réservoir d'eau naturel des Palestiniens. Il est pourtant utilisé à 80 % pour Israël qui consomme 108 m³/habitant/an contre 35 pour les Palestiniens.

Depuis le début de l'Intifada Al Aqsa, le 29 septembre 2000, la situation est devenue encore plus dramatique, avec la destruction de nombreux puits.

Les Palestiniens sont condamnés à boire une eau stockée dans des réservoirs, vite impropre à la consommation ou à boire de l'eau de puits dont la surexploitation

a entraîné une forte salinité et occasionne des risques pour la santé.

La politique agricole d'Israël aggrave encore la situation ; elle consomme 67 % des ressources en eau et ne représente pourtant que 2 % du PNB.

A la lumière de ces données, on comprend mieux les enjeux de la guerre que se livrent ces deux pays, avec la bataille essentielle pour l'or bleu.

LE VRAI JOURNAL

Tigres de papier

83 Boulevard Exelmans - 75016 PARIS

Tél. : 01 53 84 76 00 - Fax : 01 40 71 05 05

L'Assemblée Générale 2002 du Réseau International des Organismes de Bassin s'est tenue à Québec du 28 au 30 Mai 2002 à l'invitation du Gouvernement du Québec.

Elle a réuni 184 délégués représentant 128 Organisations de 57 Pays.

L'Assemblée Générale a pris acte de ce que, à ce jour, 134 Organismes de 51 Pays s'étaient manifestés auprès du Secrétariat Technique Permanent (STP), soit comme "Membres" à part entière, soit comme "Observateurs", en signant la déclaration d'adhésion ou la fiche de renseignements. Plusieurs autres organismes, répondant aux critères, ont par ailleurs manifesté leur intérêt, sans officiellement déclarer leur adhésion, comme le montre leur participation à l'Assemblée Générale.

Sur proposition des organismes-membres québécois, elle a désigné à l'unanimité **M. Pierre BARIL, sous-Ministre-Adjoint chargé de l'Eau, comme nouveau Président du RIOB** jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

L'Assemblée s'est félicitée du succès indéniable de la publication de "la Lettre du RIOB" et du site Internet : <http://www.riob.org>

Elle a décidé de poursuivre dans cette voie avec la publication de " la lettre du Réseau " n° 11 en 2002.

Elle a demandé au Secrétariat Technique Permanent de poursuivre l'animation du "**forum virtuel de discussion**" sur le WEB, notamment sur les thèmes :

- "le financement des Organismes de Bassin" ;
- "les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux" ;
- "la participation des usagers à la gestion durable des ressources en eau" ;
- "la gestion des fleuves partagés" ;
- "la lutte contre les risques naturels et accidentels" ;
- "l'information nécessaire à la prise de décision" ;
- "les relations des Organismes de Bassin avec les administrations" ;
- "la protection des zones humides et des eaux souterraines".

Ce Forum Virtuel sera relié au site Internet du WWF de Kyoto, afin d'enrichir la discussion.

L'Assemblée a pris connaissance avec satisfaction des développements du projet " AQUADOC-INTERNATIONAL " en France, Hongrie, Pologne, République Tchèque et Roumanie, ainsi que de ses développements en langues anglaise, espagnole et portugaise.

Elle a approuvé l'accord de coopération à signer avec le SEMIDE/EMWIS pour diffuser l'information sur la gestion de bassin en Méditerranée dans le cadre de la création d'un " MED-INBO ".

L'Assemblée Générale a pris connaissance avec beaucoup de satisfaction de l'activité des réseaux régionaux :

- **Le RELOB** en Amérique Latine, et en son sein le Réseau Brésilien des Organismes de Bassin (RE-BOB).
- La création à Sinaïa (Roumanie) en Février 2002 du **Réseau des Organismes de Bassin d'Europe Centrale et Orientale (CEENBO)**, suite à la réunion constitutive de Varsovie en 2001.

Le CEENBO prend la forme juridique d'une association de droit roumain et son secrétariat est assuré par la Compagnie Nationale APELE ROMANE. Le programme d'activité prévisionnel 2002-2003 du CEENBO privilégie la mise en application de la Directive-Cadre européenne dans la région.

- La réunion constitutive du **Réseau Africain des Organismes de Bassin (ANBO)** qui s'est tenue à DAKAR en Mars 2002, suite à une étude de faisabilité réalisée par le WATAC/GWP.
- Le dossier préalable à la création d'un **Réseau Régional des Organismes de Bassin d'Asie du Sud**, pour laquelle un soutien est demandé à la coopération Néerlandaise (SASNET-RBO).
- Le programme d'animation préalable à la création d'un **Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (MED-INBO)**, organisé conjointement avec le MEDTAC-GWP et du projet triennal de soutien aux Organismes de Bassin de cette région présenté par le RIOB à la Commission Européenne dans le cadre de l'appel à propositions MEDAIL-Eau.

Rappelons la décision de créer au sein du RIOB un **Réseau spécialisé des Organismes de Bassin Transfrontaliers** (cf *Information Eaux n°531*) dont **l'Assemblée Constitutive se tiendra à Thonon-les-Bains les 25 et 26 novembre 2002 à l'invitation de la CIPEL et de l'Agence de l'Eau RMC.**

L'Assemblée Générale s'est félicité de l'exceptionnelle mobilisation des membres du RIOB pour atteindre les objectifs du **Programme Associé "Soutenir la création et le renforcement des Organismes de Bassin dans le Monde"** élaboré conjointement entre le GWP et le RIOB.

61 projets, entrant dans le cadre fixé par le Programme Associé et venant de toutes les régions du monde, ont été examinés suite à l'appel à propositions lancé par le Secrétariat Technique Permanent du RIOB, en association étroite avec les Secrétariats du RELOB et du CEENBO, ainsi qu'avec les TAC régionaux du GWP.

Afin d'optimiser la participation des membres du RIOB dans les différents événements, merci de nous confirmer votre présence à la Conférence Mondiale "RIO + 10" de Johannesburg et de nous communiquer vos coordonnées sur place par mail : riob2@wanadoo.fr



GÉNÉRALE DE QUÉBEC

L'Assemblée Générale a enfin approuvé à l'unanimité "la Déclaration de Québec", consultable sur le site www.riob.org qui doit contribuer aux travaux de préparation de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable de Johannesburg, ainsi que du IIIème Forum Mondial de l'Eau de Kyoto (cf Information Eaux n°530).

L'Assemblée a retenu avec gratitude l'invitation du Comité de Bassin et des Collectivités Territoriales de La Martinique, en liaison avec l'Agence de l'Eau Loire-

Bretagne, pour tenir la prochaine Assemblée Générale du RIOB à La Martinique au printemps 2004.

SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT - RIOB
 21, rue de Madrid - 75008 PARIS
 Fax : 01 40 08 01 45 -
riob2@wanadoo.fr
www.riob.org

I^{ER} SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA GESTION DES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

DU 18 AU 22 NOVEMBRE 2002 - MONTERREY (MEXIQUE)

L'Association Mexicaine de l'Hydraulique organise le 1^{er} symposium sur la gestion des eaux transfrontalières à Monterrey, du 18 au 22 novembre.

Son objectif est de passer en revue tous les aspects de la gestion des eaux transfrontalières : gestion de la qua-

lité, gestion des usages (agricoles, industriels...), implications sociales et économiques, législation et formation.

MEXICAN HYDRAULICS ASSOCIATION
 Camino a Santa Teresa NO 185 - OFICINA 15, D.F.
www.transboundarywatersmexico.org

Actualités RIOB

AUTOSURVEILLANCE

TESTEZ VOTRE STATION D'EPURATION

Spécialement conçue pour réaliser durant 1 an le suivi d'une station d'épuration de moins de 10 000 équivalent-habitants, la mallette d'autosurveillance de l'Office International de l'Eau permet de réaliser les tests hebdomadaires suivants : limpidité, recherche du voile de boue, recirculation, décantation, ammoniacque, nitrate, phosphate (en option). Un kit de recharge permet de renouveler les réactifs d'analyses chaque année.

Poids : 5 kg - Dimensions : 46 x 33 x 15 cm



Prix : 360 Euros HT*
Recharge annuelle : 61 Euros HT*
 * hors option phosphate



AVEC LA MALLETTE D'AUTOSURVEILLANCE

Commande
 Office International de l'Eau - Le CNFME
 Rue du Cdt. Belmont - 23300 La Souterraine
 Tél. : 05 55 63 23 68 - Fax : 05 55 63 28 45 - cnfme@oieau.fr

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

LIFE - UN CD-ROM EUROPÉEN : "DIFFUSE AND DISPERSED POLLUTION"



Dans la cadre du Programme LIFE, l'Office International de l'Eau s'est associé à 5 partenaires européens pour réaliser un inventaire de mesures prises dans 6 pays européens pour la prévention et le contrôle des pollutions diffuses et dispersées dans les eaux de surface et évaluer leur efficacité.

En effet, la pollution des eaux de surface peut provenir de sources ponctuelles, diffuses ou dispersées. La plupart des sources ponctuelles ont été inventoriées et ont fait l'objet d'une réglementation. Cette étude s'intéresse donc aux sources diffuses et dispersées des eaux de surface.

Les autres partenaires dans ce projet sont F&N Umwelt Consult en Allemagne, la faculté des sciences agronomique de Gembloux et le Ministère de l'Environnement de la région Wallonne en Belgique, le RIZA aux Pays-Bas, le WRc au Royaume-Uni et IVL en Suède.

Un CD-Rom reprend les principales conclusions de cette étude qui s'inscrit dans les "actions préparatoires" du règlement LIFE et ambitionne de contribuer à la définition des nouvelles mesures d'application de la Directive-Cadre sur l'eau.

La recherche des méthodes a été menée pour sept sources de pollution :

- **l'agriculture**, en considérant les pesticides et nutriments, la problématique de l'épandage des boues et les métaux lourds,
- **les rejets des propriétés privées**, provenant de l'assainissement autonome ainsi que des activités de jardinage amateur ;
- **les activités non raccordées à un réseau public**, (sont exclues les installations relevant des directives IPPC ou ERU),

- **les pollutions historiques**, c'est-à-dire les vieilles mines et anciennes décharges d'une part, les anciens sites industriels et anciens sites militaires d'autre part,
- le ruissellement sur **les infrastructures de transport**,
- **la pollution atmosphérique globale**, par le biais des retombées,
- **les déchets toxiques dispersés**.

Pour chacun des thèmes abordés, le rapport complet est intégré dans ce CD Rom présentant un état des lieux comparatif dans les 6 pays considérés selon la méthode DPSIR (Driving forces, Pressure, State, Impact, Response). Les mesures recensées sont ensuite décrites et des recommandations sont proposées pour un essai des solutions les plus efficaces et les plus facilement transposables au niveau européen.

Les conclusions et recommandations sont étayées par la présentation d'études de cas dans chacun des thèmes considérés. Au total ce sont près de 50 expériences qui sont développées relatives à chacun des thèmes et à chacun des pays étudiés.

La consultation est possible par thème en distinguant le rapport technique et les études de cas. Une liste de ces dernières est proposée pour faciliter leur consultation spécifique par pays et par thème concernés. Des liens dynamiques ont été créés pour permettre un renvoi aisé vers les références citées.

Une recherche par mots clés dans l'ensemble des documents, rapports et études de cas, est de plus accessible pour une navigation optimale.

Ce CD Rom est disponible auprès de l'Office International de l'Eau au prix de 20 euros HT..

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU
22 rue E.Chamberland - 87065 LIMOGES Cedex
Tél. : 05 55 11 47 70 - Fax : 05 55 11 47 01
cnfme@oieau.fr ou eaudoc@oieau.fr
www.oieau.org

LE PÔLE DE L'EAU DE SAINT-OMER AFFICHE SES COMPÉTENCES POUR LA FORMATION

Véritable château d'eau du Nord Pas-de-Calais, l'Audomarois a développé au cours des siècles des compétences importantes dans le domaine de l'eau.

Capitalisant sur ces savoir-faire, la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer (CASO), l'Université du Littoral et de la Côte d'Opale (ULCO) et l'Office Internationale de l'Eau (OIEau) se sont associés pour créer le **Pôle de l'Eau de Saint-Omer**, véritable vivier des compétences audomaroises en eau, au service de la communauté.

Afin de concrétiser cette création, les trois entités à l'origine du Pôle de l'Eau de Saint-Omer proposent dès l'automne 2002, **des formations ciblées pour les industriels et les collectivités de la région :**

- traitement biologique des eaux usées dans l'industrie,
- traitement des boues en industrie,
- l'assainissement non collectif dans l'audomarois.

Elles sont la première partie d'une activité plus intense d'information, de sensibilisation et de conseils que développera le Pôle de l'Eau de Saint-Omer.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - CNFME
22 rue E.Chamberland - 87065 LIMOGES Cedex
Tél. : 05 55 11 47 70 - Fax : 05 55 11 47 01
c.toutant@oieau.fr
www.oieau.org

DATE	REF.	TITRE
02-06/09/02	02.B.20	Traiter et contrôler les eaux de piscine
02-06/09/02	02.C.30	Les branchements : Techniques et innovations
02-06/09/02	02.C.04	Maintien de la qualité de l'eau en distribution
02-06/09/02	02.E.01	Dimensionnement des réseaux d'assainissement - Niveau I
02-06/09/02	02.E.23	Autosurveillance des réseaux d'assainissement : Mise en œuvre
02-06/09/02	02.K.27	Les indicateurs de performance pour le contrôle des résultats des services d'eau
02-06/09/02	02.N.07	Détoxication des effluents
09-13/09/02	02.A.14	Prélèvements d'eau : Pourquoi, comment ?
09-13/09/02	02.C.05	Maintenance de la robinetterie et des poteaux d'incendie
09-13/09/02	02.C.06	Les vannes de régulation
09-13/09/02	02.F.25	Exploiter les stations d'épuration extensives
09-13/09/02	02.F.04	Exploiter et gérer une station d'épuration
09-13/09/02	02.F.23	Conception et dimensionnement - Module 3
09-13/09/02	02.E.28	Réussir le contrôle technique de l'assainissement non collectif
09-13/09/02	02.I.02	Perfectionnement en électrotechnique

**Catalogue
2003
sur le Web !**

Le détail de ces formations ainsi que le calendrier des stages 2003 est disponible sur le Web :
<http://www.oieau.org/stages>

Bulletin de Réservation (à faxer au 05 55 11 47 01)

STAGE CONCERNE

Référence :

Intitulé du stage :

Dates :

PARTICIPANT

Nom et Prénom :

Fonction :

Service :

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :

SOCIETE

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :



N° SIRET :

Code APE :

Les "Convention-Convocation-Facturation" sont à adresser :

à l'adresse ci-contre

à l'organisme suivant :

N° SIRET :

Code APE :

A M. ou Mme :

Fait à : Signature

Le : et cachet

Office International de l'Eau - Le CNFME - 22 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 00 - Fax : 05 55 11 47 01 - E-mail : stages@oieau.fr

AGENDA DES ÉVÉNEMENTS

Notre sélection d'août à novembre 2002 ...

DATE	LIEU	THEMES	CONTACT
11-17/08/02	Stockholm Suède	Stockholm Water Symposium	Stockholm International Water Institute Tél. : 46 8 522 139 60 - Fax : 46 8 522 139 61 siwi@siwi.org www.sivi.org
26/08-04/09/02	Johannesburg Afrique du Sud	Conférence des Nations Unies "RIO + 10"	http://www.sommetjohannesburg.org/
02-03/09/02	Marseille France	Réunion Constitutive de MED-INBO	Secrétariat Technique Permanent du RIOB Tél. : 04 92 94 58 00 - Fax : 04 93 65 44 02 inbo@wanadoo.fr www.riob.org
05-6/09/02	Megève France	Colloque International L'Eau en Montagne	SEA 74 Tél. : 04 50 88 41 85 - Fax. : 04 50 88 43 88 eau-montagne2002@wanadoo.fr www.echoalp.com
18-20/09/02	Poitiers France	15 ^{ème} Journée Information Eaux	APTEN - ESIP Tél : 05 49 45 37 40 - Fax : 05 49 45 37 42
23/09/02	Nantes France	Les ouvrages hydrauliques pour une gestion intégrée	Institution Interdépartementale de la Sèvre Nantaise Tél. : 02 51 07 02 13 - Fax : 02 51 46 28 81
24-26/09/02	Paris France	SHF : Eau et Economie	Société Hydrotechnique de France Tél. : 01 42 50 91 03 - Fax : 01 42 50 59 83 shf@shf.asso.fr
2-3-4/10/02	Beauvais France	Envirorisk 2002	DPE Evénements Fax : 04 72 98 26 70 info@envirorisk-forum.com
07-11/10/02	Mexico Mexique	Conférence Internationale "L'eau des Amériques"	Comisión Nacional del Agua Tél.: (00) (52-55) 53-22-24-64 Fax: (00 52) 53-22-24-67 http://sgp.cna.gob.mx
11-13/10/02	Paris France	11 ^{ème} Forum des Métiers Mer - Eau - Environnement	Institut Océanographique Tél. : 01 44 32 10 70 - Fax. : 01 40 51 73 16 www.oceano.org
16-20/10/02	Calimanesti Roumanie	Bureau du CEENBO Atelier sur les meilleures pratiques de gestion	Apele Romane Fax : 00 40 1 31 22 17 4 Danielar@ape.rowater.ro
03-5/11/02	Rome Italie	Avancées de la Gestion de la Demande en Eau en Méditerranée	Plan Bleu Tél. : 04 92 38 71 30 - Fax : 04 92 38 71 31 planbleu@planbleu.org www.planbleu.org
4-6/11/02	Madrid Espagne	Conférence Internationale sur les Organismes de Bassin	TILESA OPC SL cioc.madrid2002@tileasa.es www.cioc.tileasa.es
18-22/11/02	Monterrey Mexique	1 ^{er} Symposium International sur la Gestion des Eaux Transfrontalières	Mexican Hydraulics Association www.transboundarywatersmexico.org
20-22/11/02	Delft Pays-Bas	Conférence Internationale "Du conflit à la coopération : des opportunités pour la gestion de l'eau"	UNESCO - PHI Fax : +33 (0) 1 45 68 58 11 Pccp@unesco.org
25-26/11/02	Thonon-les-Bains France	Assemblée Constitutive du Réseau International des Organismes de Bassin Transfrontaliers	Secrétariat Technique Permanent du RIOB Tél. : 01 44 90 88 60 - Fax : 01 40 08 01 45 inbo@wanadoo.fr www.riob.org
26-29/11/02	Lyon France	Pollutec 2002	Pollutec - Reed Expositions France Tél. : 01 47 56 21 24 - Fax : 01 47 56 21 20 www.pollutec.com

L'agenda complet des événements est consultable sur le Web
<http://eaudoc.oieau.org>